



BAROMÈTRE AmCham-Bain 2025

Le moral des investisseurs américains en France

25^{ème} édition



Sommaire

1	Avant-Propos	2
2	25 ans d’attractivité de la France auprès des investisseurs américains	4
3	Baromètre 2025 sur le moral des investisseurs américains en France	
	Les 6 chiffres à retenir de cette 25^{ème} édition	6
	Attractivité de la France	
	Projections sur le contexte économique	9
	Attractivité de la France pour les investisseurs américains	12
	Comparaison de l’attractivité de la France avec les autres pays d’Europe	19
	Attractivité de la France pour les collaborateurs étrangers	23
	Événements impactant l’attractivité de la France et les relations franco-américaines	
	Situation politique française	25
	Situation politique américaine	33
	Transition écologique	34
	Turbulences mondiales	37
	Talents et innovation en France	
	Écosystème d’innovation	41
	Essor de l’Intelligence Artificielle	43
	Pool de talents et système de formations	47
	Attractivité des régions françaises	
	Attractivité des régions en France	52
	Politiques régionales	54
4	Recommandations de l’AmCham France	55
5	Méthodologie et profil des investisseurs américains interrogés	60
6	A propos de l’AmCham France et de Bain & Company	62

Avant-Propos

Cette 25^{ème} édition du Baromètre AmCham-Bain sur l'attractivité de la France pour les investisseurs américains met en lumière des enseignements clés dans **un contexte de grande incertitude**.

Les derniers mois ont été marqués par une **instabilité politique forte et inédite**, conjuguée à **des incertitudes budgétaires et fiscales**, alimentant les interrogations des entreprises sur la pertinence et la sécurité de leurs investissements en France. Ainsi, **47%** des répondants considèrent que **l'environnement politique et institutionnel présente un risque significatif** pour l'année à venir. Par ailleurs, **75% des investisseurs expriment leur manque de confiance dans la capacité du gouvernement à réformer efficacement** les domaines essentiels à l'attractivité économique, dont la simplification des procédures et la réduction de la fiscalité des entreprises.

Cette perte de confiance s'illustre également dans **la perception du climat économique : 45% des investisseurs estiment que la situation économique se dégradera** au cours des deux à trois prochaines années, soit une augmentation de 21 points par rapport à l'an passé. **Le Net Promoter Score (NPS)¹ de la France en tant que destination d'investissement** recule fortement, atteignant **-44%**, un niveau proche de celui de 2016. Cet indicateur, mesuré sur l'ensemble de la période d'enquête (décembre 2024-janvier 2025), avait d'ailleurs atteint un point bas de **-70%** au moment de la démission du gouvernement Barnier, avant de remonter à **-33%** à l'annonce du gouvernement qui lui a succédé.

Malgré ces signes de fragilité, **certains fondamentaux de l'attractivité française demeurent solides. Les atouts structurels**

du pays – qualité de vie, infrastructures de premier plan, capacité d'innovation et excellence de la main-d'œuvre – continuent d'être salués par une majorité d'investisseurs. L'écosystème technologique et de recherche français reste un point fort, avec 76 % des répondants exprimant une opinion positive à cet égard. Toutefois, **les faiblesses structurelles, telles que le coût du travail, la rigidité de la législation sociale et le coût des licenciements**, continuent de peser sur l'attractivité du pays, d'autant plus dans ce contexte politique incertain.

Au niveau international, **l'élection de Donald Trump** et les politiques commerciales américaines à venir, notamment la possible **augmentation des droits de douane**, constituent une source d'inquiétude pour une large partie des investisseurs.

Enfin, **la transition écologique** reste un enjeu central. Si plus d'un tiers des investisseurs considèrent que les efforts gouvernementaux en la matière bénéficient à l'attractivité française, cette proportion recule de 13 points par rapport à 2023. Cette érosion témoigne de **la difficulté croissante pour les entreprises d'intégrer des réglementations environnementales françaises et européennes toujours plus exigeantes et coûteuses**, dans un environnement économique où la compétition s'intensifie.

Face à ces défis, **l'AmCham** réaffirme son engagement auprès des entreprises américaines, premiers investisseurs étrangers en France, et sa volonté de poursuivre le **dialogue avec les pouvoirs publics et les acteurs économiques afin de préserver l'attractivité de la France**.

¹ Net Promoter[®] est une marque déposée par Bain & Company, Inc., Fred Reichheld et Satmetrix Systems, Inc. Le Net Promoter Score (NPS[®]) mesure la propension à recommander un pays, une entreprise ou un produit à travers une unique question : « recommanderiez-vous ce pays, ce produit ou cette entreprise à vos amis ou à vos collègues ? ». Les répondants attribuent en réponse une note de 0 à 10 qui permet de les classer en trois catégories : les prescripteurs (9-10), les neutres (7-8) et les détracteurs (6 et moins). Le NPS[®] correspond à la différence entre les pourcentages de « prescripteurs » et de « détracteurs ».

Dans cette optique, elle formule les **cinq recommandations suivantes** :

- 1.** Restaurer au plus vite **la confiance auprès des acteurs économiques** pour rebooster l'investissement ;
- 2.** **Simplifier drastiquement les procédures administratives** pour redonner de l'oxygène aux entreprises ;
- 3.** Accélérer le déploiement de **formations initiales et continues** afin de pourvoir aux **besoins de main-d'œuvre** aujourd'hui et demain ;
- 4.** Capitaliser sur notre **compétitivité énergétique** et accélérer la **transition écologique** pour en faire de véritables **leviers de différenciation** ;
- 5.** Conforter la position de la France en tant que « **hub** » **d'innovation en Europe** pour faire face à la **concurrence mondiale**

Natacha Rafalski

Présidente de l'AmCham France
Présidente de Disneyland Paris

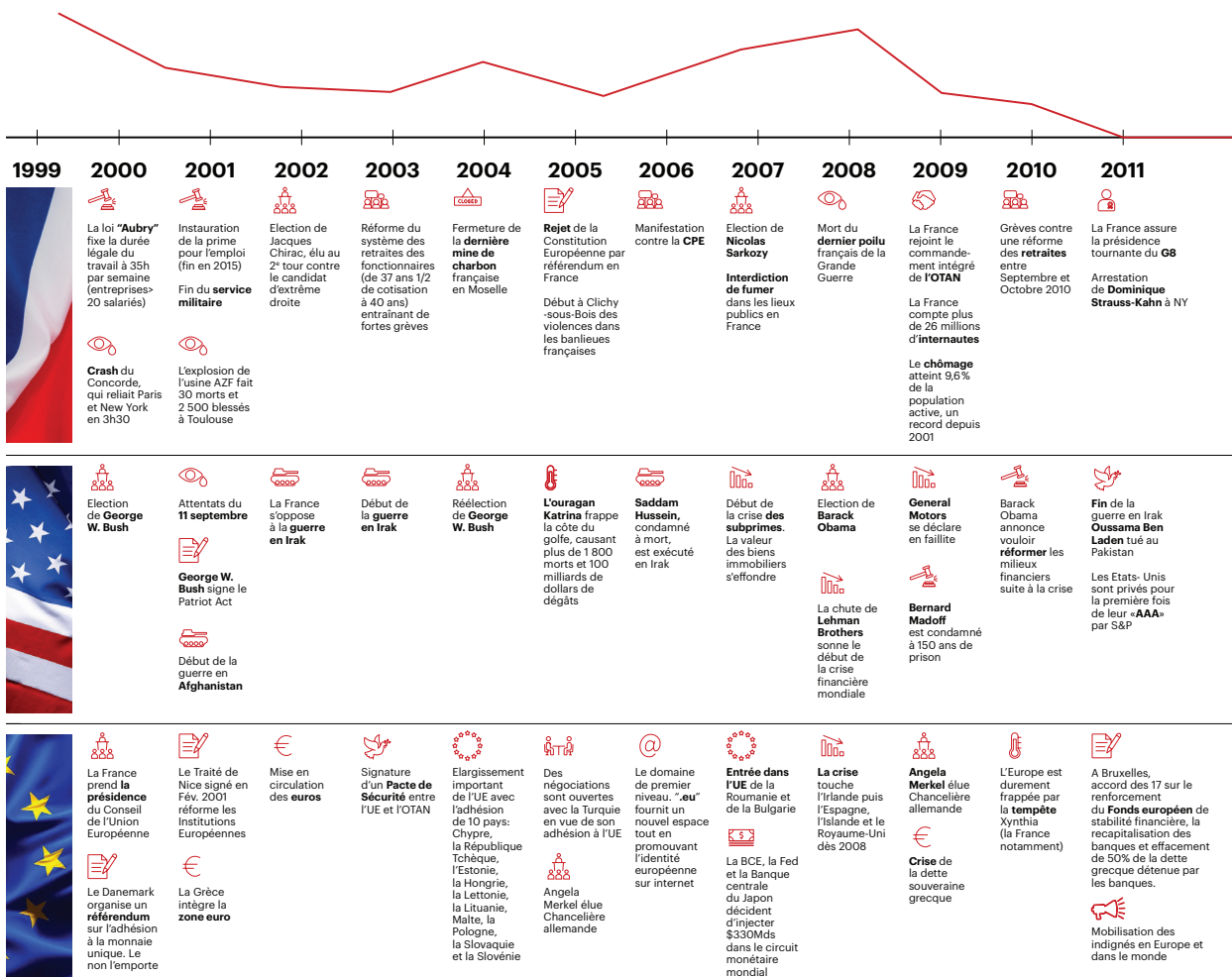
Marc-André Kamel

Vice-Président de l'AmCham France
Associé Senior et Directeur chez
Bain & Company

25^{ème} édition du Baromètre AmCham-Bain

25 ans d'attractivité de la France auprès des investisseurs américains

<p>Premier baromètre AmCham-Bain annuel sur l'attractivité française auprès des investisseurs américains</p> <p>La France compte 1 250 sociétés américaines avec 458 000 emplois directs et 1 650 000 emplois indirects</p>	<p>45% des sociétés n'ont pas créé d'emplois suite à l'application de la loi sur les 35 heures</p> <p>Les sociétés américaines perçoivent l'environnement français comme étant globalement favorable aux nouvelles technologies</p>	<p>La France fait face à une concurrence de plus en plus mondiale notamment de la part de l'Europe de l'Est et de l'Asie</p> <p>Les handicaps traditionnels de la France restent les mêmes : organisation rigide du travail et fiscalité désavantageuse</p>	<p>Les dirigeants de filiales d'entreprises américaines en France craignent l'impact négatif de la détérioration des relations franco-américaines</p> <p>Seuls 30% des investisseurs américains anticipent une amélioration du contexte économique</p>	<p>83% des investisseurs considèrent que l'élection du Président Sarkozy aura un impact positif sur l'investissement étranger en France</p>	<p>Après 2 années marquées par la crise financière mondiale, les investisseurs sont plus optimistes sur le contexte économique</p> <p>L'attractivité de la France est cependant en recul avec 46% (2010) et 56% (2011) des investisseurs qui la considèrent comme "bonne" ou "excellente" (vs. 66% en 2009)</p>
---	---	---	--	---	---



*Réponse à la question "Pensez-vous que l'évolution du contexte économique en France pour votre secteur d'activité dans les 2-3 ans à venir sera..." (Positive / Neutre / Négative)
Sources : Le Monde, Les Echos, Paris Match, La Croix, France 24, europa.eu

25^{ème} édition du Baromètre AmCham-Bain

Fortes baisses du moral des investisseurs américains en France lors de l'élection puis durant le mandat de François Hollande
 En 2012, ~85% des dirigeants interrogés pensent que les mesures annoncées sur la fiscalité et la réglementation pénaliseront l'attractivité de la France

En 2015, La France reste peu attractive face au UK, l'Allemagne ou les Pays-Bas.
 Le contexte économique et social, le coût et la qualification de la main-d'œuvre et le régime fiscal restent les critères les plus importants dans la décision d'investir

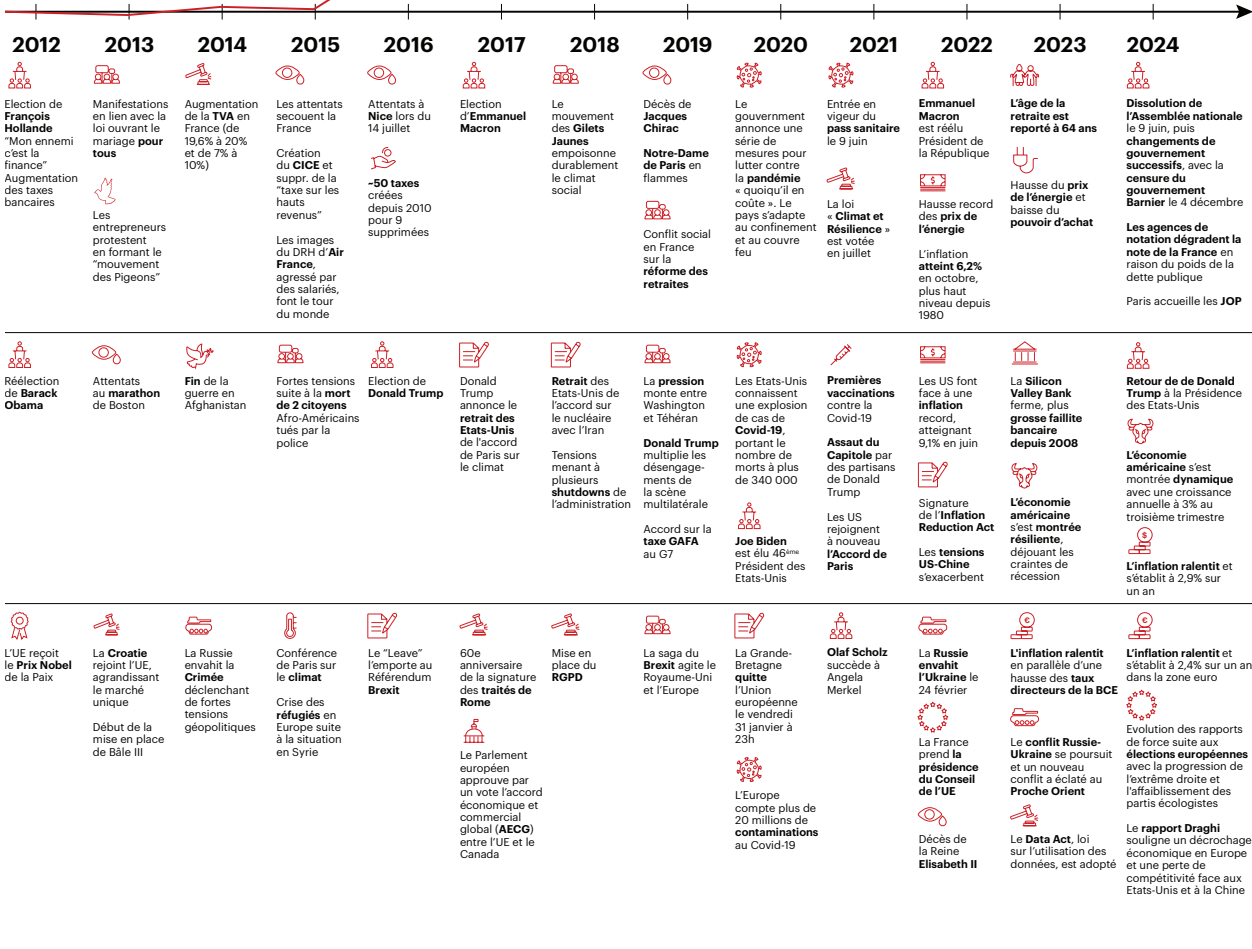
Un fort vent d'optimisme des investisseurs américains accompagne l'élection d'Emmanuel Macron
 Une conjoncture économique et sociale troublée à l'échelle mondiale, européenne et française freine l'optimisme des investisseurs

La pandémie de la Covid-19 enrayer l'économie mondiale.
 Néanmoins, le Baromètre 2021 enregistre une amélioration significative du moral des investisseurs

Au sortir du Covid, le monde est frappé par une crise économique, avec des niveaux inflation records.
 Les investisseurs sont inquiets pour l'avenir mais la France peut s'appuyer sur de solides fondamentaux pour y faire face

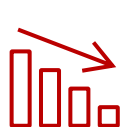
25^{ème} anniversaire du baromètre AmCham-Bain annuel sur l'attractivité française auprès des investisseurs américains

LE MORAL DES INVESTISSEURS AMÉRICAINS EN FRANCE*



Baromètre 2025 sur le moral des investisseurs américains en France

Les 6 chiffres à retenir de cette 25^{ème} édition



-44%

C'est le NPS² de **la France en tant que destination d'investissement** pour les entreprises américaines, qui recule de 22 points par rapport à 2023

- | Ce recul est en grande partie imputable au contexte politique instable et aux inquiétudes économiques
- | Pour le reste, les investisseurs reconnaissent toujours les atouts historiques de la France, dont la qualité de sa main-d'œuvre et de ses infrastructures, et continuent d'être contrariés par ses points faibles récurrents, en particulier la fiscalité et la lourdeur administrative



45%

C'est la part des investisseurs américains qui anticipent une **évolution négative du contexte économique** en France dans les 2 à 3 prochaines années

- | C'est deux fois plus que la part des investisseurs qui anticipent une évolution positive (19%) et 21 points de plus que l'an dernier, témoignant de l'incertitude des investisseurs sur la fiscalité du pays dans un contexte politique instable



47%

C'est la part des investisseurs qui estiment que **l'environnement politique et institutionnel** français pourrait présenter des **risques significatifs** dans l'année à venir

- | Ce chiffre reflète les préoccupations des investisseurs sur l'absence de visibilité réglementaire qui fait peser des doutes sur la politique fiscale du pays et met en péril la performance de leurs investissements

² Net Promoter® est une marque déposée par Bain & Company, Inc., Fred Reichheld et Satmetrix Systems, Inc. Le Net Promoter Score (NPS®) mesure la propension à recommander un pays, une entreprise ou un produit à travers une unique question : « recommanderiez-vous ce pays, ce produit ou cette entreprise à vos amis ou à vos collègues ? ». Les répondants attribuent en réponse une note de 0 à 10 qui permet de les classer en trois catégories : les prescripteurs (9-10), les neutres (7-8) et les détracteurs (6 et moins). Le NPS® correspond à la différence entre les pourcentages de « prescripteurs » et de « détracteurs ».



34%

C'est la part des investisseurs qui estiment que **les efforts du gouvernement en matière de transition écologique sont bénéfiques pour l'attractivité française**

| Ce chiffre est en baisse de 13 points par rapport à 2023

| Ce recul souligne les inquiétudes grandissantes des investisseurs face à des réglementations françaises et européennes toujours plus strictes et coûteuses, dans un contexte économique où la concurrence s'intensifie



76%

C'est la part des investisseurs qui ont une vision positive ou très positive de l'**écosystème d'innovation** français (contre 84% l'an dernier)

| La qualification de la main d'œuvre française et notamment de ses ingénieurs, la qualité des infrastructures technologiques, et le soutien de l'Etat à la nouvelle économie sont particulièrement appréciés



36%

C'est la part des investisseurs qui estiment que **la France n'est pas suffisamment préparée aux enjeux des métiers d'avenir**

| Ce chiffre était de **47%** l'année dernière

| Le système de formation professionnelle est toujours considéré comme un atout majeur du pays. Cependant, les investisseurs regrettent le manque d'adéquation entre les besoins des entreprises et les formations proposées. La pénurie chronique de main-d'œuvre fait aussi peser des doutes sur la préparation de la France aux enjeux d'avenir

Attractivité de la France





Projections sur le contexte économique

Les investisseurs sont inquiets du contexte économique en France pour les 2 à 3 prochaines années

Cette année, les investisseurs américains sont **très inquiets de l'évolution du contexte économique**. En effet, ils ne sont plus que **19% à anticiper une évolution positive** de ce dernier dans les 2 à 3 prochaines années. Par ailleurs, la part des investisseurs qui anticipent une **évolution négative** a augmenté, passant de 24% en 2023 à **45% cette année**. Ce sont, respectivement, **le plus faible taux positif et le plus fort taux négatif enregistrés depuis 10 ans**.

Ce manque d'enthousiasme est principalement dû à **l'instabilité politique du pays**, qui a provoqué une **absence de visibilité sur le budget de l'Etat** et par conséquent sur la **fiscalité des entreprises**. Par ailleurs, certains répondants déplorent cette année encore la **hausse des coûts de l'énergie** qui continue à rogner leurs marges.

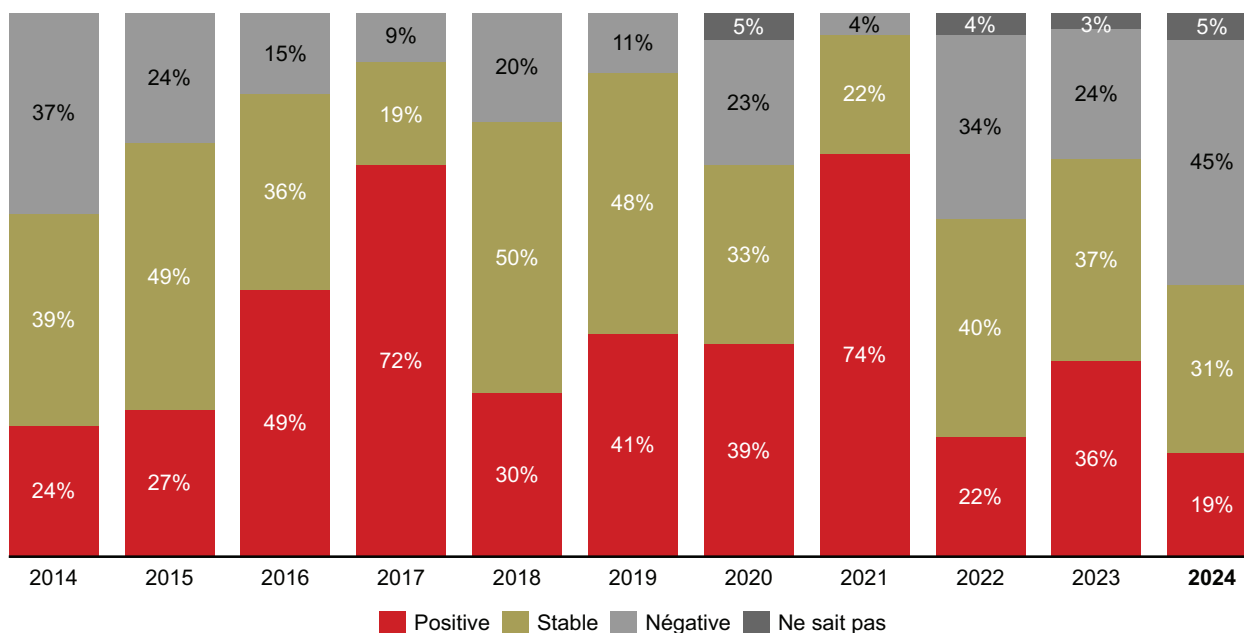
Le niveau de confiance en l'avenir **diffère selon les secteurs**. Certains restent porteurs malgré le contexte. Par exemple, **l'aéronautique** bénéficie de carnets de commande pleins du fait de la forte demande des voyageurs aériens. La **défense**, quant à elle, est portée par les conflits mondiaux actuels et les tensions géopolitiques persistantes. Le **nucléaire** est également en pleine croissance grâce au soutien du gouvernement. **D'autres secteurs s'attendent en revanche à des conditions de**

marché moins favorables. C'est le cas de **l'industrie pharmaceutique**, qui souffre de contraintes réglementaires freinant l'innovation et de la pression tarifaire des autorités françaises. Le secteur s'inquiète aussi du manque de visibilité sur le budget de la sécurité sociale. Dans la **chimie**, c'est la concurrence accrue de pays tels que les États-Unis, la Chine et l'Inde qui préoccupe, car ces derniers bénéficient de prix de l'énergie plus compétitifs.

« Les **incertitudes politiques en France quant aux régimes fiscaux, combinées à la hausse du coût de l'énergie**, nous amènent à anticiper un ralentissement de l'activité dans les années à venir. »

—Directeur de département, Informatique

Graphique 1 : Pensez-vous que l'évolution du contexte économique en France pour votre secteur d'activité dans les 2-3 ans à venir sera... ?



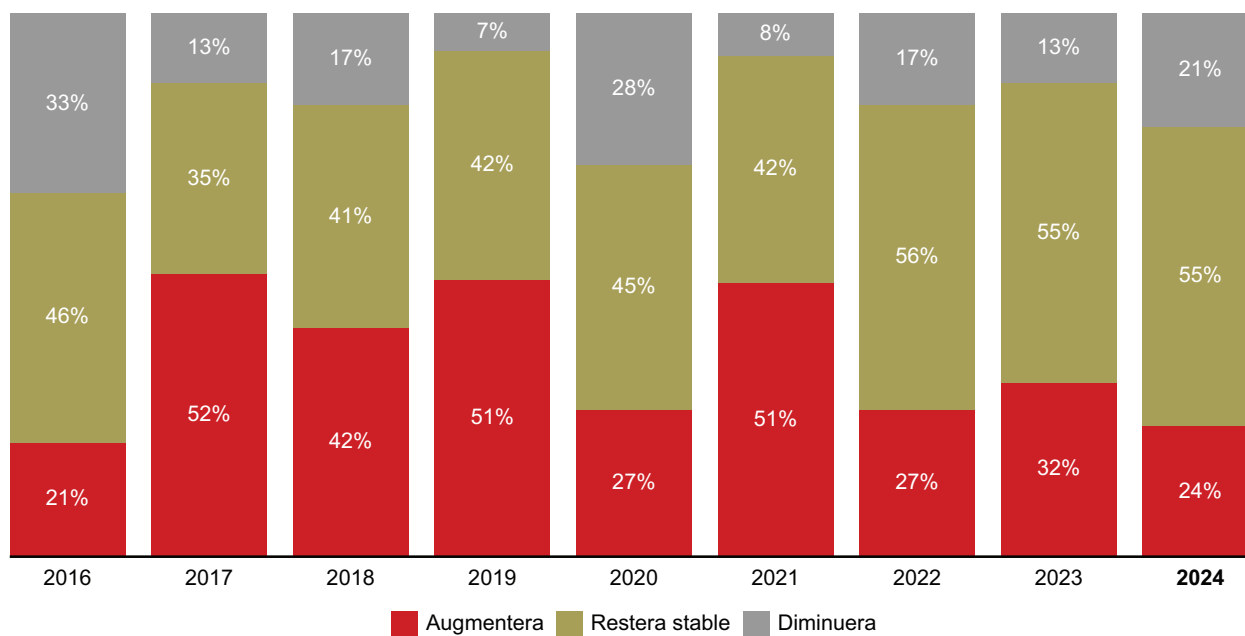
Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Le niveau d'emploi reste majoritairement stable

Pour autant, **la majorité des investisseurs (55%) prévoient une stabilité de leurs effectifs en France** dans les 2 à 3 prochaines années. Les facteurs explicatifs sont restés similaires à l'an dernier : **manque de visibilité sur la conjoncture économique** à venir pour certains, ou **stagnation de leur activité** pour d'autres. Seul **un quart des répondants anticipent une augmentation du nombre de salariés**. Les raisons citées sont diverses : la hausse des effectifs doit **accompagner la croissance** dans certains secteurs tels que l'aéronautique ou le nucléaire, tandis qu'elle est liée à **l'ouverture de nouveaux sites** ou au **lancement de nouveaux produits** dans d'autres industries. Enfin, pour certaines entreprises, les effectifs augmentent à la suite d'une **acquisition récente**, signe d'un certain optimisme quant au dynamisme de leurs activités en France.

Enfin, **21% des répondants s'attendent cette année à une diminution du nombre de leurs collaborateurs**. Ce chiffre, en hausse de 8 points par rapport à l'an dernier, révèle des **opérations de réductions de coûts** en cours dans certains secteurs dont la logistique et la chimie, liées à **des conditions de marché difficiles**. Certains répondants déplorent également **les coûts de main-d'œuvre élevés en France** qui les incitent à privilégier d'autres pays pour l'embauche de leurs salariés.

Graphique 2 : Dans les 2-3 ans à venir, pensez-vous que le nombre de salariés de votre entreprise en France... ?



Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Attractivité de la France pour les investisseurs américains

La France conserve de nombreux atouts aux yeux des maisons-mères américaines, malgré une érosion de sa perception

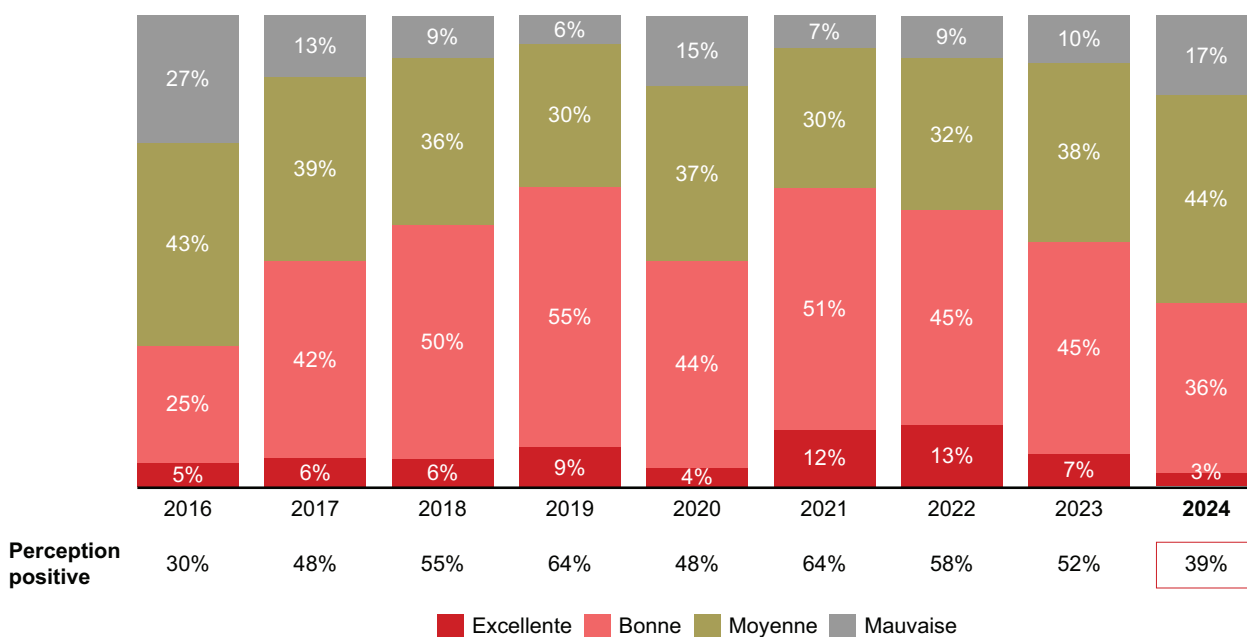
Si la **perception de la France par les maisons-mères américaines reste bonne ou excellente pour 39% des répondants**, ce chiffre est en diminution de 13 points par rapport à 2023. Cette baisse se répercute autant sur la proportion des répondants ayant une perception « moyenne » du pays (+6 points) que sur ceux en ayant une « mauvaise » (+7 points).

L'instabilité de l'environnement politique explique l'évolution des perceptions cette année. En effet, plusieurs répondants craignent, en raison **des inquiétudes sur la situation budgétaire du pays**, que **la France n'abandonne sa politique pro-business** très

appréciée ces dernières années. Les **faiblesses historiques** de la France ont cette année encore renforcé la vigilance des investisseurs, que ce soit le coût de la main-d'œuvre, la complexité administrative, le poids de la fiscalité, ou le climat social.

Pour autant, la France conserve de **solides atouts** aux yeux des investisseurs : qualité de vie, qualification de la main-d'œuvre, capacité d'innovation reconnue, qualité des infrastructures, position centrale dans l'Union européenne, système éducatif de qualité, sont autant de points forts qu'ils apprécient particulièrement.

Graphique 3 : Selon vous, quelle est la perception de la France par votre maison-mère par rapport à d'autres destinations d'investissement en Europe ?



Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Le NPS³ de la France comme destination d'investissement recule cette année, retrouvant un niveau proche de 2016

Le NPS de la France comme destination d'investissement pour une entreprise américaine poursuit sa tendance baissière amorcée en 2022 pour atteindre **-44%**. Il revient ainsi à un niveau comparable à **celui de 2016**, effaçant les progrès réalisés depuis. Le NPS de 2016 était de -51%, dans un contexte de fort mécontentement des dirigeants d'entreprise envers les politiques fiscales du gouvernement de l'époque. Cette année, la baisse s'explique par une **diminution du nombre de prescripteurs** (c'est-à-dire les répondants ayant attribué une note de 9 ou 10, en baisse de 5 points par rapport à 2023) et une **augmentation du nombre de détracteurs** (ceux ayant attribué une note inférieure ou égale à 6, en augmentation de 16 points par rapport à 2023).

Si ce recul est largement lié au **contexte politique instable** et aux **inquiétudes économiques**, il est intéressant de noter que **la perception d'instabilité et le manque de confiance des investisseurs a évolué entre le début et la fin de notre enquête**. Les réponses reçues entre la démission du gouvernement Barnier et la nomination de François Bayrou comme Premier ministre montraient un NPS moyen de -70%. Dès l'annonce d'un nouveau Premier ministre, le NPS remontait à **-46%**, puis à **-33%** à la **promulgation du gouvernement**.

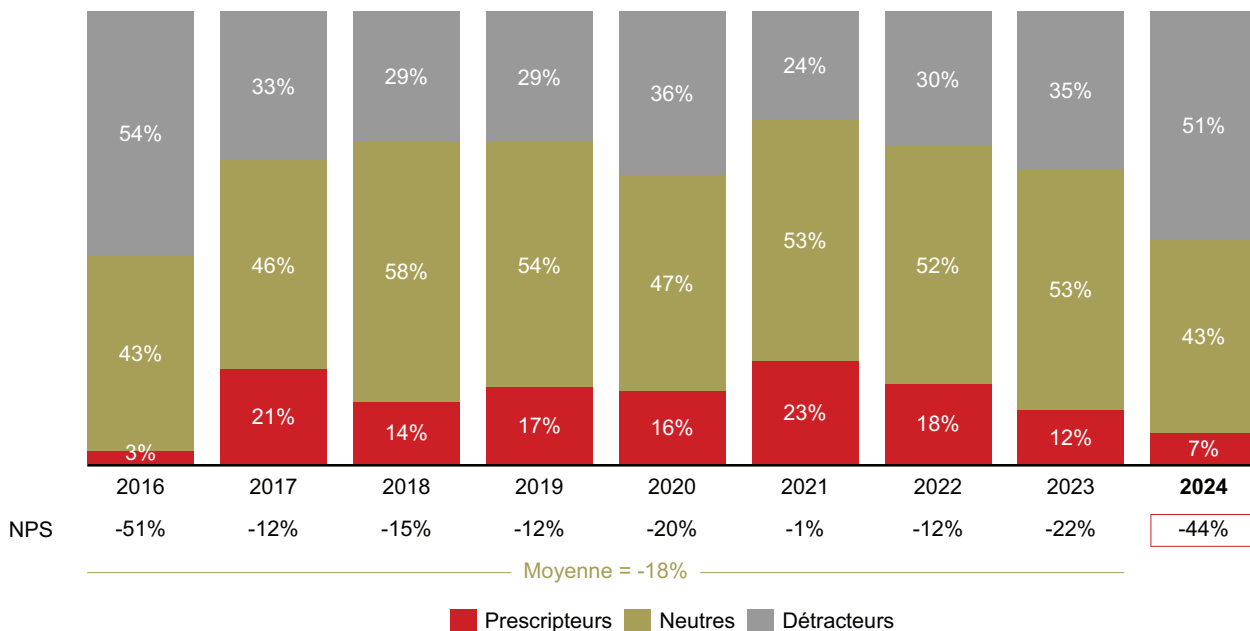
« **Investir en France reste une opportunité** selon le secteur d'activité du fait de **sa main d'œuvre qualifiée, de ses opportunités en termes de foncier, et de sa localisation géographique centrale en Europe**. Cependant, la recommandation reste nuancée au regard du **manque de visibilité long terme, notamment réglementaire**. »

—Vice-Président des Opérations, Transports / Logistique

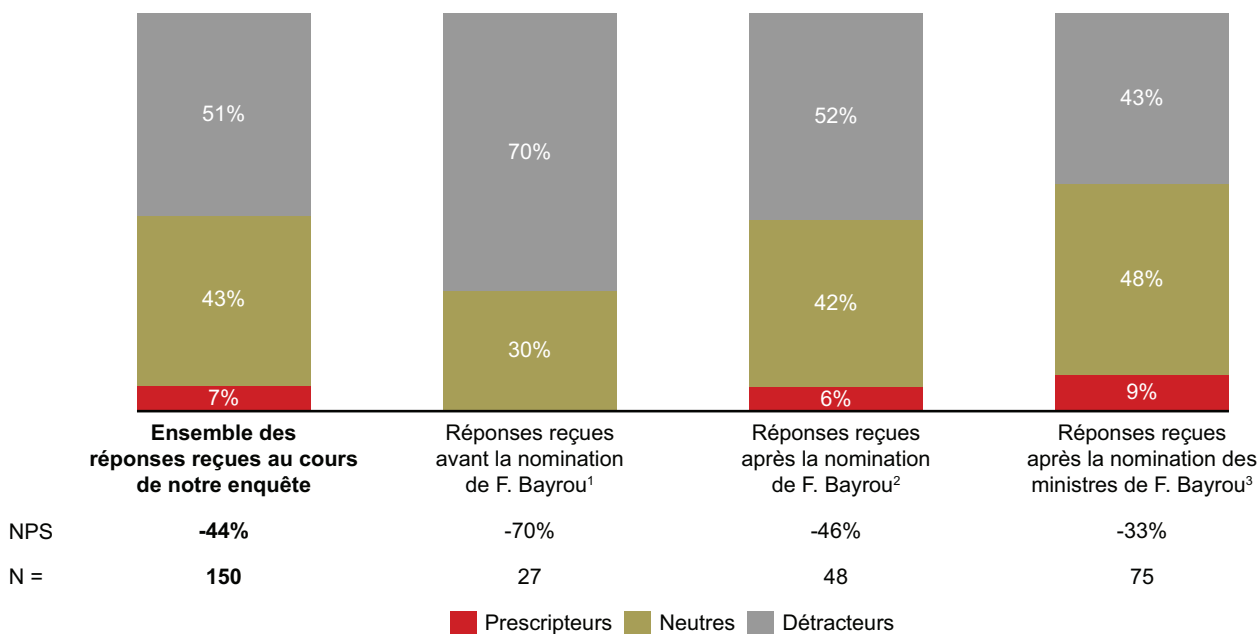
³ Net Promoter Score (NPS) = % prescripteurs (note de 9 à 10) - % détracteurs (note de 0 à 6)

25^{ème} édition du Baromètre AmCham-Bain

Graphique 4 : Sur une échelle de 0 à 10, recommanderiez-vous la France à une entreprise américaine cherchant à s’implanter à l’étranger ?



Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain



Note : 1. Réponses reçues entre le 06/12/2024 et le 13/12/2024; 2. Réponses reçues entre le 13/12/2024 et le 23/12/2024; 3. Réponses reçues entre le 23/12/2024 et le 20/01/2025
Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

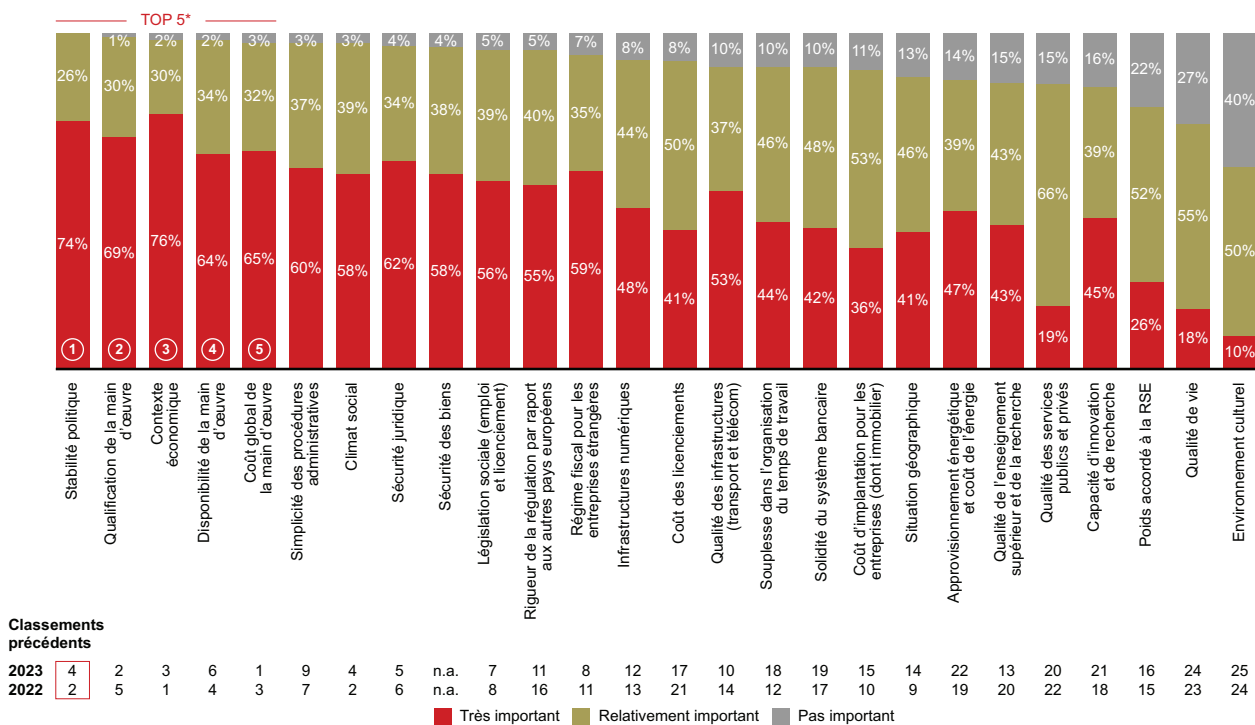
25^{ème} édition du Baromètre AmCham-Bain

Quels sont les principaux critères d'investissement des entreprises américaines en France ?

Le Top 5 des critères d'investissement favorisés par les entreprises évolue cette année encore.

Sans surprise à la vue du contexte, la **stabilité politique** gagne 3 places et passe **en tête du classement des critères d'investissement**, reflétant les préoccupations actuelles des investisseurs. Elle est suivie de la **qualification de la main-d'œuvre** et du **contexte économique**, qui conservent respectivement leur 2^{ème} et 3^{ème} place. En 4^{ème} position, nous retrouvons la **disponibilité de la main-d'œuvre** qui gagne 2 places par rapport à 2023. Enfin, en 5^{ème} position se trouve le coût global de la main-d'œuvre, qui perd 4 places par rapport à l'an dernier. Plus que son coût, c'est donc la disponibilité de la main-d'œuvre qui importe davantage aux investisseurs cette année, dans le contexte d'une pénurie qui ne s'est toujours pas résorbée.

Graphique 5 : Quelle est l'importance des facteurs suivants dans les décisions d'investissement de votre groupe* ?



Note: (*) Classement = Très important + Relativement important. Lorsque 2 critères sont ex-aequo, la proportion de « très important » est utilisée pour les départager
 Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

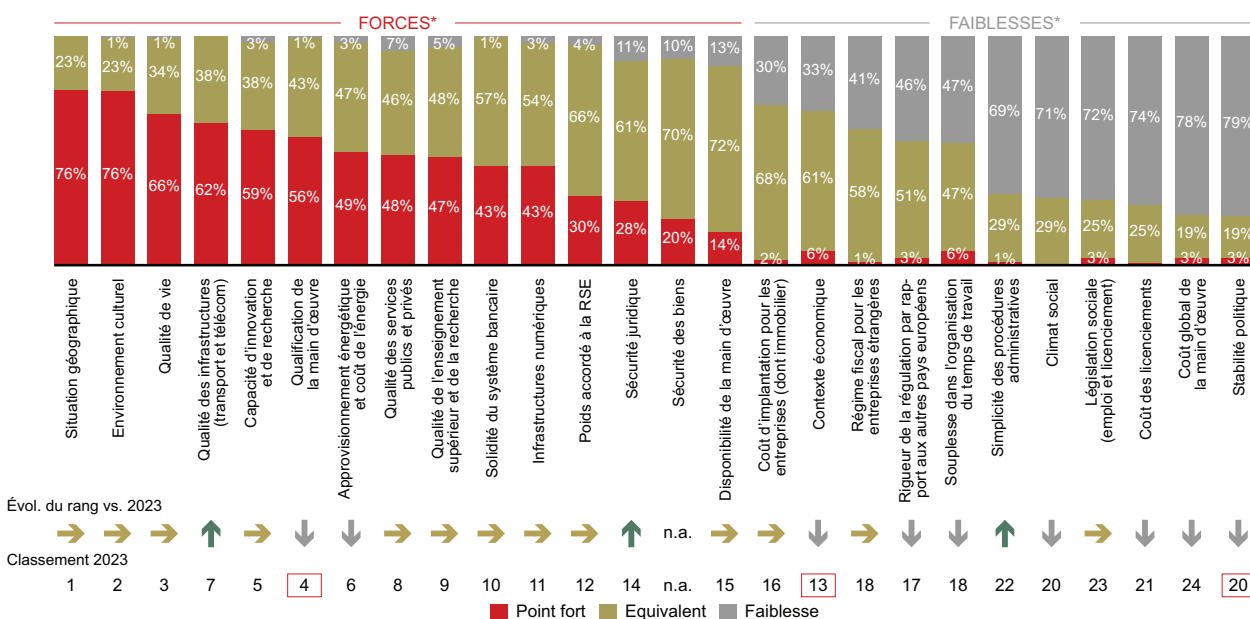
Comment les investisseurs notent-ils la France sur ces critères ?

La **stabilité politique**, qui est cette année le premier critère d'investissement, est perçue comme **la plus grande faiblesse de la France par près de 80% des répondants**. Cette évolution est le reflet des nouveaux équilibres politiques de ces derniers mois, qui ont grandement alimenté les inquiétudes des entreprises par manque de visibilité.

La **perception du contexte économique a chuté** depuis l'an dernier : ce critère est désormais considéré comme **une faiblesse par 33% des répondants**, contre seulement 8% en 2023. Cette évolution intervient dans un contexte de **ralentissement de la demande** dans plusieurs secteurs, dont la logistique, la chimie, et la construction, alors même que **les coûts de production** de certaines entreprises **continuent d'augmenter**. Plusieurs répondants déplorent notamment **la hausse des coûts de l'énergie** qui rend la France moins compétitive face à des pays comme les Etats-Unis. Par ailleurs, **les incertitudes fiscales** causées par l'instabilité gouvernementale de ces derniers mois ont accentué les perceptions négatives. Les investisseurs redoutaient en effet des **hausse d'impôts significatives** susceptibles de mettre à mal la performance de leurs investissements, d'autant qu'ils ne disposaient pas de visibilité sur leur ampleur. En outre, le **coût global de la main-d'œuvre**, qui était déjà une faiblesse pour la France l'année dernière, reste décrié par une proportion d'investisseurs similaire à l'an passé.

A l'inverse, la France est mieux positionnée sur la **disponibilité de la main-d'œuvre**, dont la perception s'est nettement améliorée depuis l'an dernier, passant de 20% d'avis négatifs à 13% cette année. La **qualification de la main-d'œuvre**, quant à elle, est considérée comme une force par **56%** des répondants et continue ainsi d'être perçue comme un grand atout pour le pays en plus d'être le 2^{ème} critère d'investissement le plus important.

Graphique 6 : Comment se positionne la France par rapport aux autres pays européens sur les critères suivants ?



Note : (*) Force si proportion de points forts > points faibles; Faiblesse si proportion de points faibles > points forts; Classement des Forces = % points forts, classement des Faiblesse = % points faibles
Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

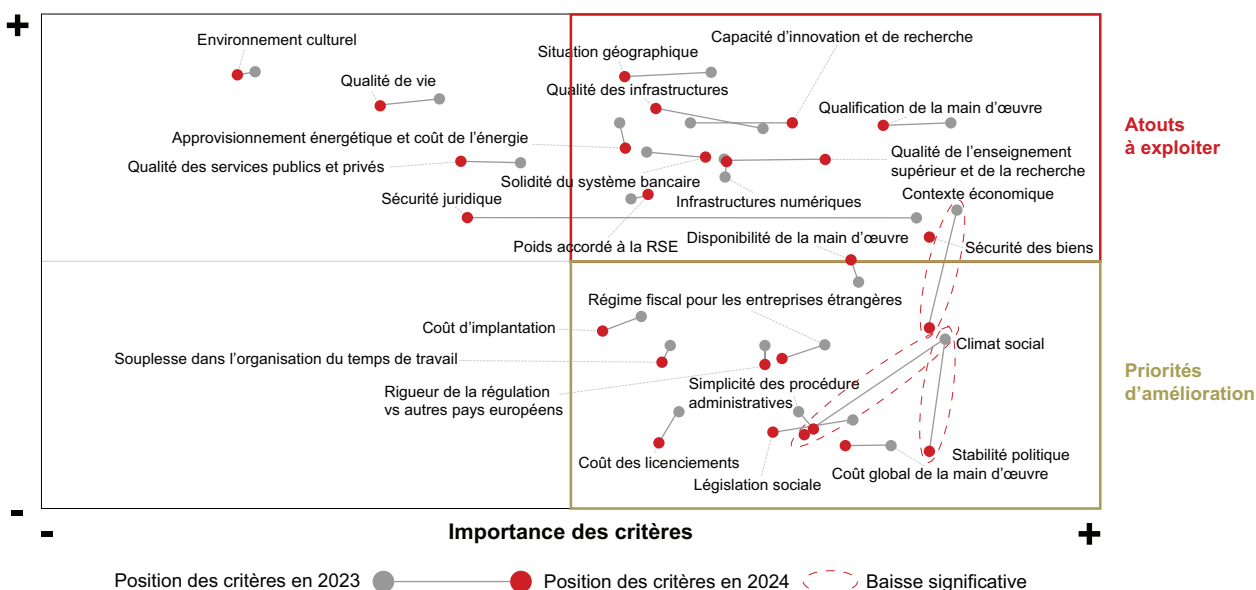
Dans l'ensemble, la perception de la France reste relativement stable par rapport à l'an dernier hormis un recul important sur la stabilité politique, le climat social, et le contexte économique

La perception de la France sur les critères clés d'investissement a connu **peu de changements d'une année sur l'autre**. La France conserve ses atouts de 2023 (situation géographique, qualification et disponibilité de la main-d'œuvre, qualité des infrastructures) mais aussi ses axes d'amélioration (coût de la main-d'œuvre, législation sociale, simplicité des procédures administratives).

En revanche, cette année a vu une **évolution significative de la performance du pays sur 3 critères** en particulier : **la stabilité politique, le climat social, et le contexte économique**. Si les deux premiers étaient déjà perçus comme des points à améliorer, le dernier était historiquement un atout. Ces évolutions sont encore une fois à inscrire dans le **contexte de l'instabilité gouvernementale récente**.

Graphique 7 : Evolution de la position de la France depuis 2023

Positionnement de la France



Note : Position de la France = % points forts - % points faibles, Importance des critères = % très important - % pas important
 Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

La perception de l'attractivité française se polarise sur la durée

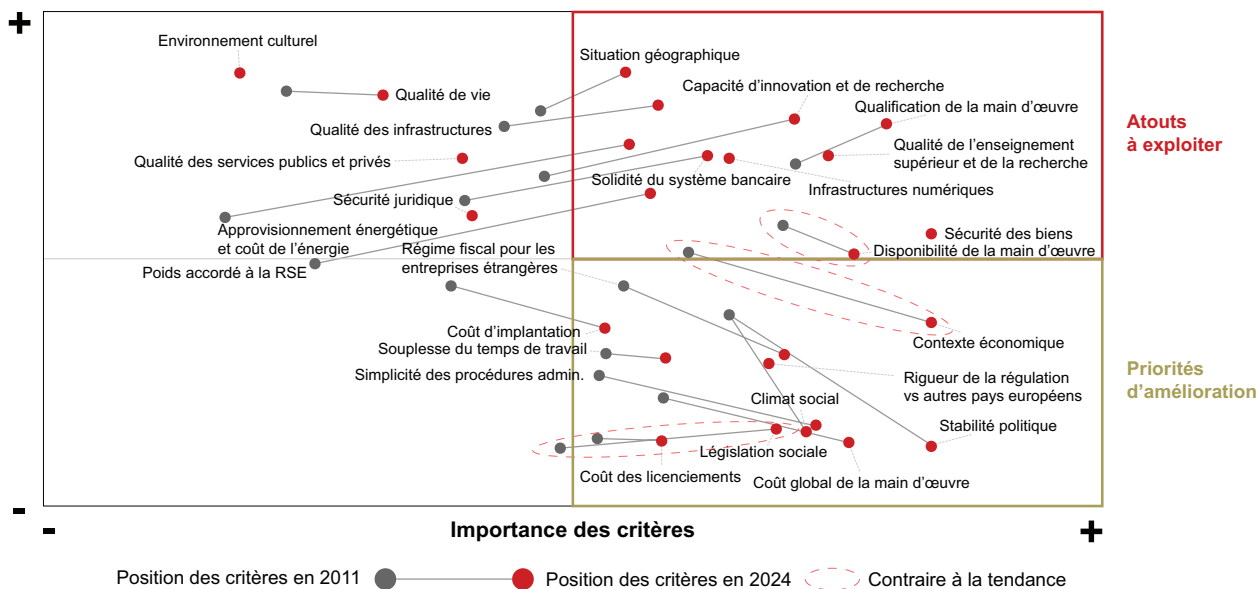
Sur une plus longue durée (les 13 dernières années), la perception de la France **s'est améliorée sur la grande majorité de ses atouts**, tout en **s'affaiblissant sur ses lacunes** historiques.

Du côté des atouts du pays, les investisseurs reconnaissent une amélioration dans **la capacité d'innovation et de recherche, l'approvisionnement énergétique et le coût de l'énergie, la qualification de la main-d'œuvre, et le poids accordé à la RSE**. La France s'est néanmoins dégradée sur deux de ses forces historiques, à savoir la disponibilité de la main-d'œuvre d'un côté, et **le contexte économique** de l'autre, qui s'ajoute désormais à la liste des points d'amélioration.

Du côté des faiblesses, nous notons sans surprise une nette détérioration dans **la stabilité politique et le climat social** du pays. La perception de **la simplicité des procédures administratives, du coût global de la main-d'œuvre, et du régime fiscal pour les entreprises étrangères** s'est également dégradée. En revanche, nous constatons, comme l'année précédente, une légère amélioration de la perception de la **législation sociale** (emploi et licenciement) par les investisseurs au cours de ces 13 dernières années.

Graphique 8 : Evolution de la position de la France depuis 2011

Positionnement de la France



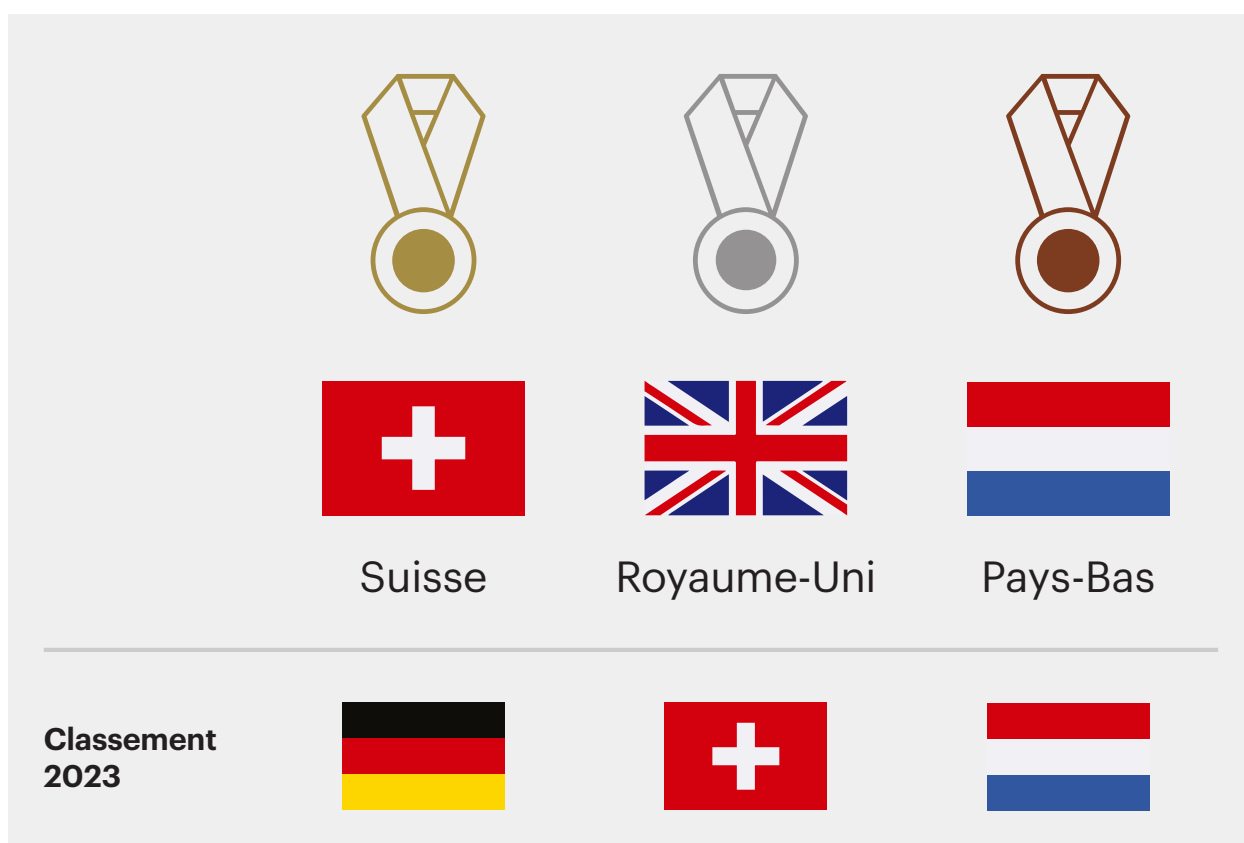
Note : Position de la France = % points forts - % points faibles, Importance des critères = % très important - % pas important
 Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Comparaison de l'attractivité de la France avec les autres pays d'Europe

La France s'inscrit dans un écosystème européen concurrentiel

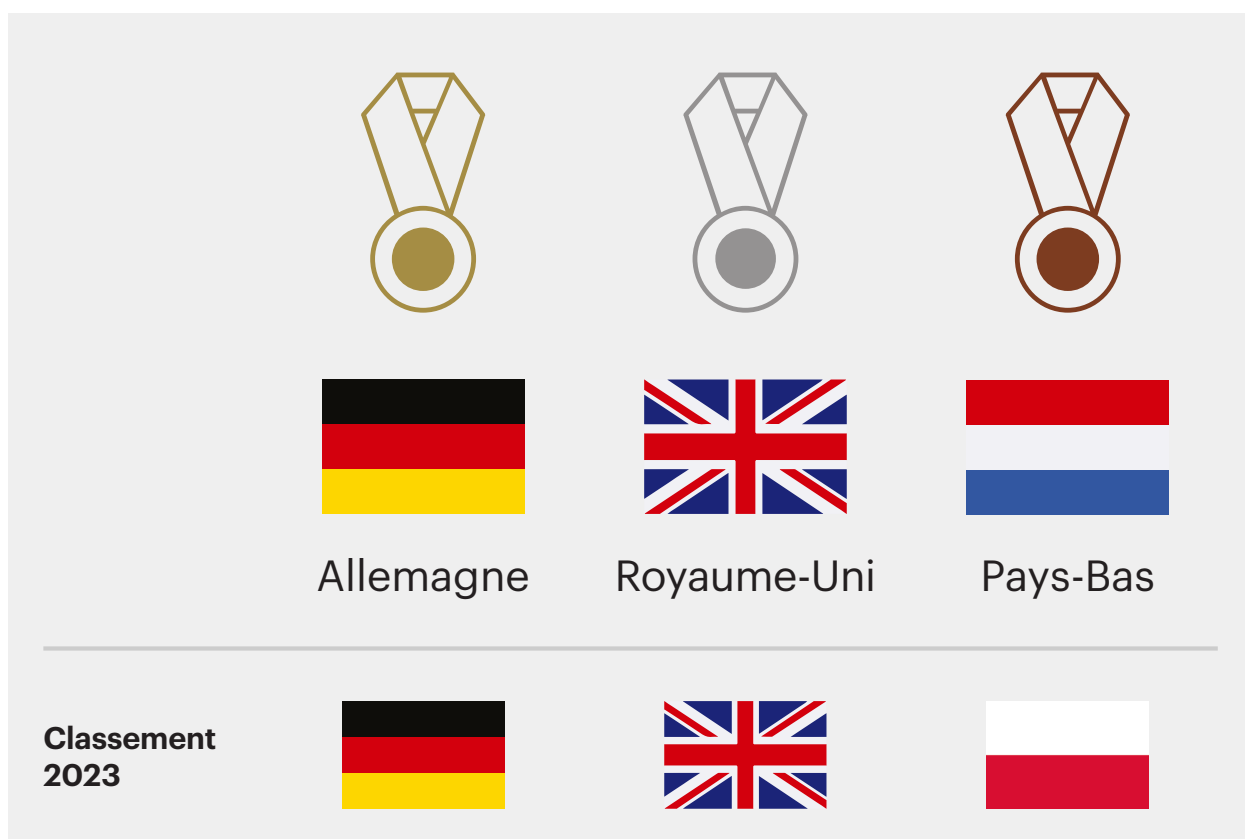
Q : Quels sont les pays européens plus attractifs que la France sur ces facteurs?

1 | CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE



Cette année, ce sont **la Suisse, le Royaume-Uni, et les Pays-Bas** qui ont été mis en avant par les répondants en termes de **contexte macroéconomique**. Ces pays sont en effet jugés comme étant aujourd'hui **plus stables et plus prévisibles que la France**, particulièrement dans le contexte politique actuel. La **Suisse** est particulièrement louée pour **ses salaires avantageux et ses politiques pro-business**, tandis que le **Royaume-Uni** fait son retour sur le podium en attirant les investisseurs par sa **proximité historique avec les Etats-Unis**, son **dynamisme économique**, et la **souplesse de ses réglementations sociales**. Enfin, les **Pays-Bas** sont mis en avant, comme les années précédentes, pour leur **environnement pro-business** offrant une **fiscalité compétitive**. Si **l'Allemagne**, elle aussi secouée sur le plan politique, n'apparaît pas sur le podium cette année, elle se classe tout de même en 4^{ème} position et reste plébiscitée pour sa **gestion budgétaire, sa capacité d'innovation, et la stabilité générale de son environnement économique**.

2 | CAPITAL HUMAIN



Si la qualité de la main-d'œuvre reste un atout majeur de la France, le pays fait tout de même face à la concurrence du reste de l'Europe, et en particulier de **l'Allemagne, du Royaume-Uni, et des Pays-Bas**. Ces pays sont particulièrement plébiscités pour la **qualité de leur système éducatif** qui forme une **main-d'œuvre de qualité**.

Pour **l'Allemagne**, c'est **sa rigueur et la qualité de ses ingénieurs** qui sont le plus fréquemment cités. Quant au **Royaume-Uni**, ses atouts les plus souvent évoqués sont **la qualité de ses formations et la souplesse de son droit du travail**. Enfin, les **Pays-Bas** se distinguent tant par **leur ouverture à l'international et leur maîtrise de l'anglais** que par la **qualité de leur système éducatif** plus généralement.

3 | COÛTS ET FISCALITÉ



Souvent critiquée pour le poids de sa fiscalité, la France rivalise cette année encore avec **l'Irlande, le Luxembourg, et les Pays-Bas**, trois pays qui se démarquent, selon les répondants, par des **politiques fiscales avantageuses** pour les entreprises et par un **coût de la main d'œuvre moindre du fait de charges sociales plus faibles**. De plus, **la lisibilité des politiques fiscales** de ces pays encourage d'autant plus les répondants à y investir compte tenu du contexte politique français actuel. En particulier, **l'Irlande**, qui est comme l'année dernière en tête de podium, attire pour son taux d'imposition sur les sociétés à 12,5% qui est parmi les plus bas d'Europe. Certains répondants soulignent aussi que les impôts sur les revenus des particuliers y sont plus faibles, ce qui renforce d'autant plus son attractivité.

4 | QUALITE DE VIE ET CULTURE LOCALE



La qualité de vie et l'environnement culturel français sont toujours très appréciés par les répondants cette année, certains soulignant même que **la France n'a rien à envier aux autres pays européens**. Néanmoins, **l'Italie, l'Espagne et la Suisse** disposent également d'atouts non négligeables dans le domaine. Si **l'aspect culturel et le climat ensoleillé** de l'Italie comme de l'Espagne attirent l'attention des investisseurs, la **Suisse** se démarque plutôt pour **son niveau de vie élevé** et **la sécurité** qui y règne.

Attractivité de la France pour les collaborateurs étrangers

En dépit d'atouts persistants, l'attractivité de la France pour les collaborateurs étrangers recule cette année

Si 15% des répondants recommanderaient à leurs collaborateurs étrangers de s'installer en France, ils seraient près du double à le déconseiller. Ceci se traduit par un **NPS⁴ négatif de -17%**, reflétant une baisse de l'attractivité du pays pour les personnes physiques. Le contexte politique national explique une fois de plus cette évolution : **70% des répondants considèrent la stabilité politique comme un facteur irritant** de l'attractivité de la France pour les collaborateurs étrangers, contre à peine 16% l'an dernier.

En outre, **les investisseurs restent préoccupés par les irritants historiques du pays**, à commencer par la **fiscalité des particuliers**, qui prend cette année la **première place des faiblesses** du pays. Les répondants déplorent toujours les hauts niveaux d'imposition, en particulier pour les cadres dirigeants. Le **climat social** continue d'être un **irritant**, même si **la perception de la France là-dessus s'améliore**, avec 66% des répondants qui le voient négativement (en baisse de 15 points par rapport à 2023). La **gestion administrative, le logement** et – nouveauté cette année – **la sécurité des personnes** viennent clôturer la liste des irritants.

La France conserve néanmoins des atouts similaires à l'an dernier, dont la **qualité de vie, l'accès aux services de santé, la qualité des infrastructures de transport et de communication**, et la **qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche**. Nous notons aussi que **le pays se renforce sur la qualité de ses infrastructures**, puisque 70% des répondants jugent ce critère comme une force, en hausse de 8 points par rapport à 2023. Comme l'année dernière, la **garde et la scolarité des enfants**, le **travail du conjoint**, et la **facilité de déménagement** clôturent la liste des stimulants.

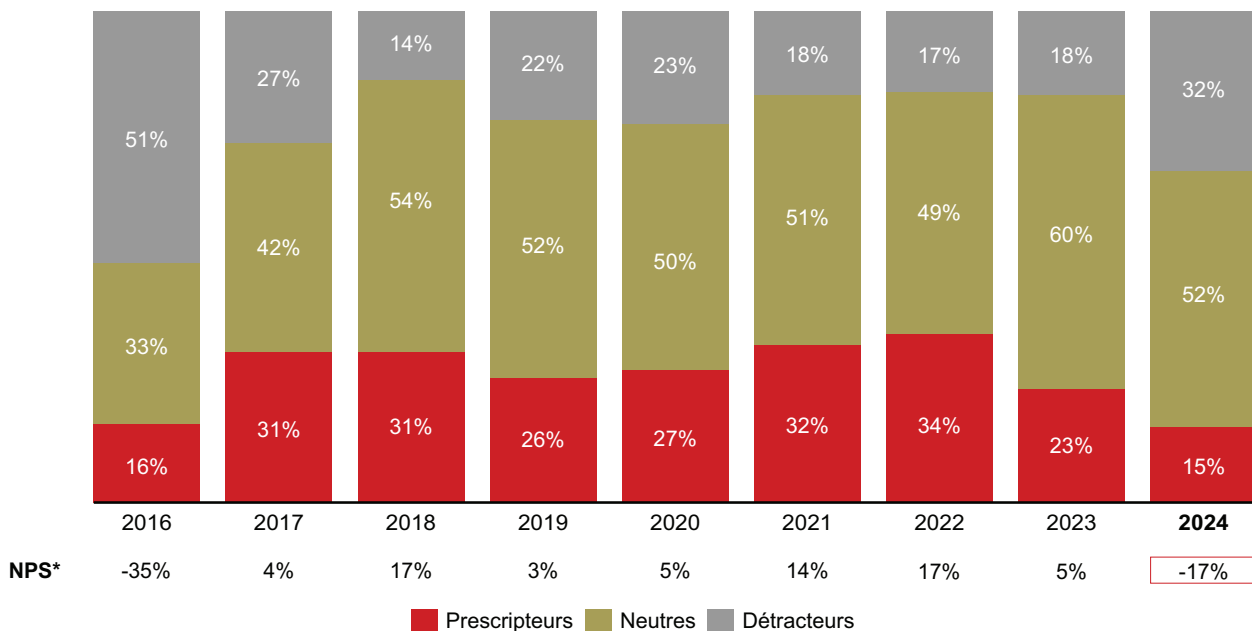
« **La qualité de vie est excellente en France**, mais en ce moment, le pays vit une **situation de grande incertitude politique et économique** qui le rend moins attrayant vu de l'extérieur. »

—Directeur Financier, Industrie pharmaceutique

⁴ Net Promoter Score (NPS) = % prescripteurs (note de 9 à 10) - % détracteurs (note de 0 à 6)

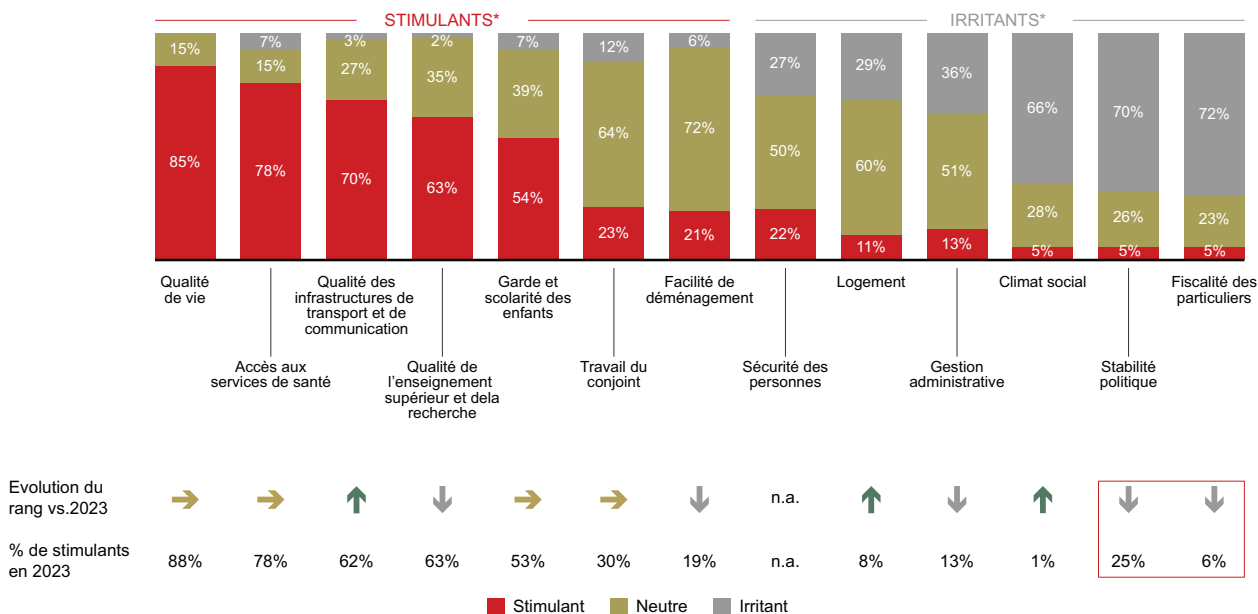
25^{ème} édition du Baromètre AmCham-Bain

Graphique 9 : Sur une échelle de 0 à 10, recommanderiez-vous à des collaborateurs étrangers de venir s'installer en France ? (10 étant la meilleure note)



Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Graphique 10 : Selon vous, ces facteurs sont-ils des « stimulants » ou des « irritants » de l'attractivité de la France pour des collaborateurs étrangers ?



Note : (*) Force si proportion de points forts > points faibles; Faiblesse si proportion de points faibles > points forts; Classement des Forces = % points forts, classement des Faiblesses = % points faibles
 Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Évènements impactant l'attractivité de la France et les relations franco-américaines





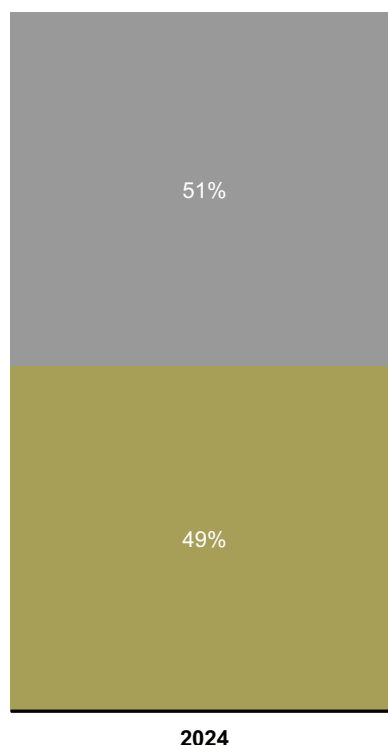
Situation politique française

L'absence de majorité claire à l'Assemblée nationale, suite à la dissolution de juin 2024, et ses implications sur la vie politique ont eu un impact négatif sur l'investissement en France

La dissolution de l'Assemblée nationale a eu un impact négatif sur l'investissement pour un peu plus de la moitié des répondants. Elle a considérablement alimenté leurs incertitudes puisque les élections législatives qui ont suivi n'ont pas permis de dégager de majorité claire, freinant ainsi le vote de nombreuses mesures dont le budget 2025. Devant ce manque de visibilité, de nombreuses entreprises ont suspendu des projets du fait d'un manque de visibilité sur leurs charges fiscales. Les répondants avouent aussi que la situation a généré de l'inquiétude de la part de leurs maisons-mères américaines, particulièrement dans certains secteurs qui suivent de près les décisions des pouvoirs publics. C'est le cas de l'industrie pharmaceutique, dans laquelle plusieurs entreprises ont peiné à engager des investissements de long terme du fait du manque de visibilité sur l'évolution des budgets affectés à la santé.

Pour autant, l'autre moitié des répondants estime que la dissolution de l'Assemblée nationale n'a pas impacté leurs investissements. Malgré l'instabilité, des conditions de marché favorables avec une forte demande des consommateurs, ou encore une confiance persistante sur le long terme ont fait en sorte que certaines entreprises continuent d'investir dans le pays.

Graphique 11 : Quel impact la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024 a-t-elle eu sur les investissements réalisés par votre entreprise en France ?



■ Impact positif ■ Pas d'impact ■ Impact négatif

Source: Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

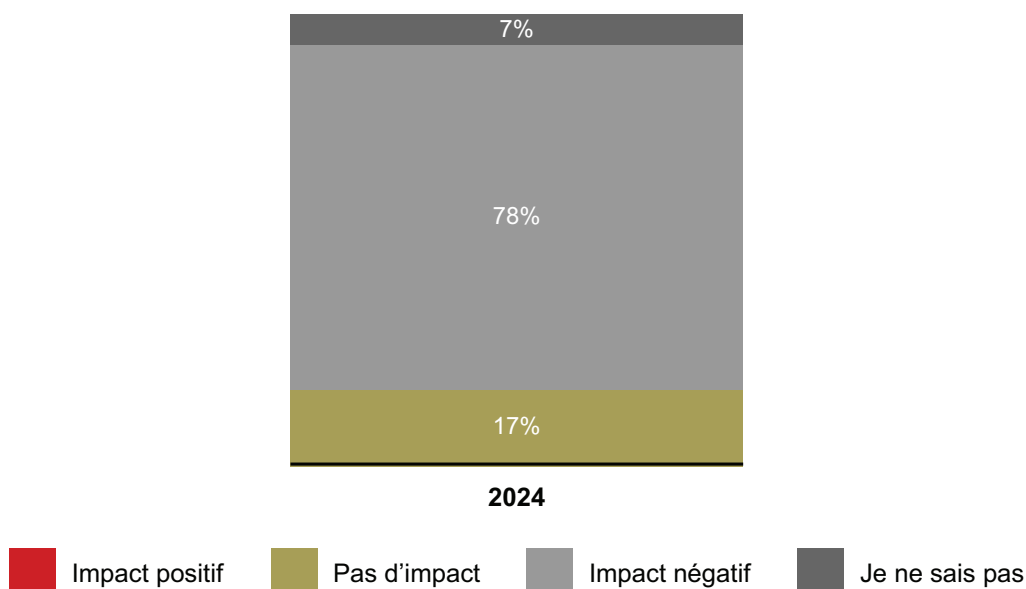
La perception d'instabilité politique a été renforcée par **la démission du gouvernement Barnier**, survenue seulement quelques mois après sa nomination à l'occasion du vote d'une motion de censure par l'Assemblée nationale en décembre 2024. Dans notre enquête, **près de 80% des répondants** ont estimé que cet événement aurait **un impact négatif sur l'attractivité française** dans le futur proche.

Ce qui a particulièrement inquiété les investisseurs, c'est **l'absence de visibilité réglementaire** provoquée par cette situation. Sans majorité stable, la France n'affiche **pas de cap politique et idéologique clair**, et **les entreprises américaines restent dans l'incertitude quant aux prochaines réglementations** qui seront appliquées et au montant des charges fiscales dont elles devront s'acquitter. Certains reconnaissent même que **c'est le caractère inédit de la situation qui a dérouté**, tant **la France est un pays stable et fiable historiquement**.

« La chute du gouvernement Barnier illustre une **profonde crise de direction**. **L'absence de stratégie à long terme du gouvernement**, notamment en terme budgétaire, répand le **manque de confiance auprès des entreprises** et mène à **l'arrêt des investissements**. »

—PDG, Energie, Pétrole et Gaz

Graphique 12 : Comment estimez-vous l'impact de la chute du gouvernement Barnier (faisant suite à la motion de censure votée par l'Assemblée nationale en décembre 2024) sur l'attractivité de la France en tant que destination d'investissement ?



Source: Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

En conséquence, les investisseurs s'inquiètent du manque de visibilité réglementaire ...

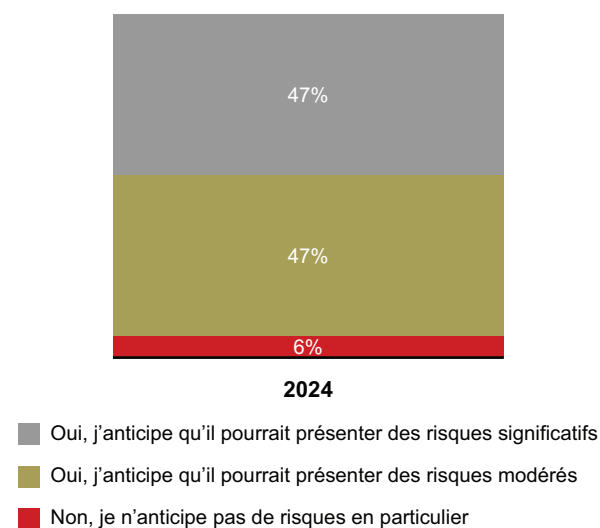
Près de **la majorité des investisseurs** interrogés estiment que **l'environnement politique et institutionnel français pourrait présenter des risques significatifs dans l'année à venir**. Ils évoquent surtout des **risques d'ordre financier**, compte tenu de la **dette publique** élevée du pays. Alors que le gouvernement n'était pas parvenu à faire voter de budget pour 2025 à la fin de l'année 2024, les investisseurs craignaient une **hausse sur la fiscalité des entreprises** pour combler le déficit de l'Etat. En effet, ils ont été près de **70% à se dire « inquiets », voire « très inquiets » sur la stratégie budgétaire** du gouvernement car, même s'ils s'attendaient à une hausse des taxes, ils ne savaient pas quand elle surviendrait, ni quels seraient les montants qu'ils devraient engager.

Par ailleurs, dans certaines industries, cette inquiétude a des origines antérieures à la situation politique récente. C'est le cas de **l'industrie pharmaceutique**, dans laquelle les investisseurs estiment que le budget de l'Etat est depuis des années insuffisant compte tenu du vieillissement de la population. Ils déplorent **les baisses de prix qui leur sont imposées chaque année** ainsi que **la forte augmentation des clauses de sauvegarde** depuis la crise de Covid. Selon eux, la stratégie de l'Etat ne s'inscrit pas dans une logique pluriannuelle, car elle fait peser des **risques considérables sur le secteur** qui pourrait à l'avenir manquer de fonds pour se développer.

« Le manque de visibilité actuel lié à l'instabilité parlementaire inquiète le monde économique dans son ensemble. Face à l'incertitude, nous suivons tous les jours l'évolution des débats mais nous nous attendons vraisemblablement à des hausses de taxes pour les entreprises. »

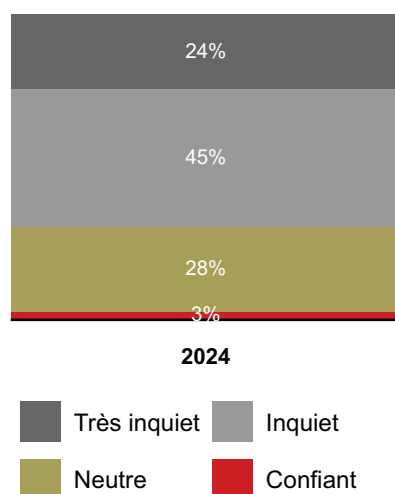
—Responsable des affaires publiques, Agroalimentaire

Graphique 13 : Considérez-vous que l'environnement politique et institutionnel français pourrait présenter des risques pour les investisseurs dans l'année à venir ?



Source: Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Graphique 14 : Quel est votre sentiment par rapport à la stratégie budgétaire du gouvernement français, en lien notamment avec les dernières mesures fiscales pour les entreprises débattues dans le cadre du projet de loi de finances 2025 ?



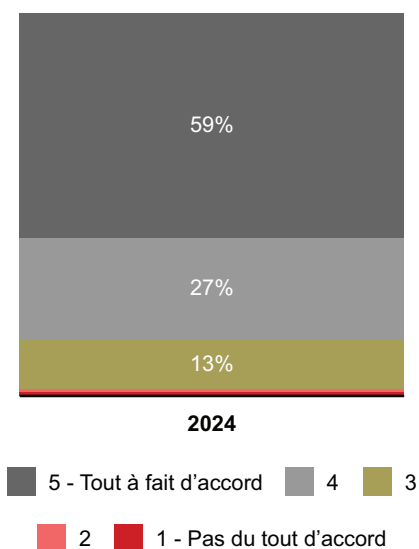
Source: Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

...et expriment des incertitudes envers la capacité de l'Etat à réformer le pays

Dans ce contexte inédit, la majorité des répondants pensent que l'Etat français devrait engager des réformes structurelles pour être plus attractif. Ils citent, dans l'ordre, la simplification administrative et réglementaire, la réduction des charges fiscales et sociales, et la réduction de la dette publique comme priorités de réformes à mettre en œuvre.

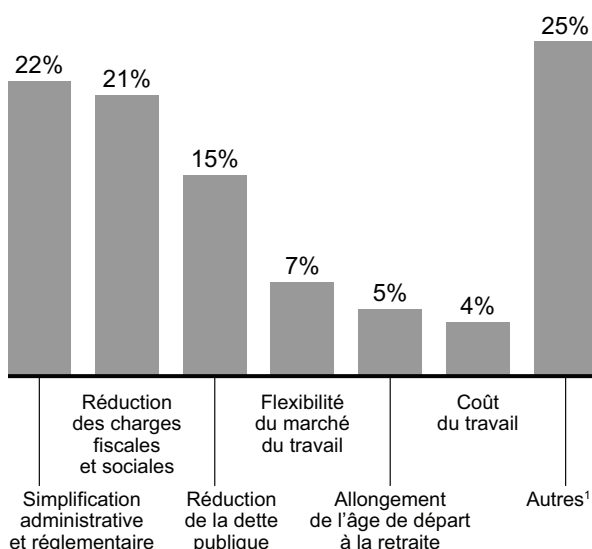
Concernant la simplification administrative et réglementaire, les répondants insistent sur la nécessité de transformer les services publics en éliminant la bureaucratie excessive et en implémentant des outils de suivi de la performance. Ils citent également l'importance de « désempiler » les différentes strates présentes au sein du « millefeuille administratif » français. Du côté de la réduction des charges fiscales et sociales, les répondants souhaitent une revalorisation à la baisse tant des charges des entreprises que de l'impôt sur le revenu des particuliers. Certains aimeraient en outre que le gouvernement propose une fiscalité plus avantageuse à des entreprises implantées dans des secteurs à forte innovation tels que les produits pharmaceutiques. Enfin, les répondants estiment que l'Etat devrait résorber son endettement en réduisant significativement ses dépenses par une gestion plus efficace et un plan pluriannuel de contrôle de la dette.

Graphique 15 : Pensez-vous que l'Etat français doive engager des réformes structurelles pour améliorer son attractivité ?



Source: Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Graphique 16 : Si oui, lesquelles ?



Note: ¹Dont : réduction du nombre de fonctionnaires, réforme de l'éducation, soutien à la R&D, etc.
Source: Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

« Un véritable “choc de simplification” des procédures administratives liées aux investissements et aux désinvestissements doit être mis en place, accompagné d’une transformation profonde des services publics. Des objectifs mesurables doivent être introduits, avec une gestion de la performance intégrée à l’évaluation des administrations et des individus. »

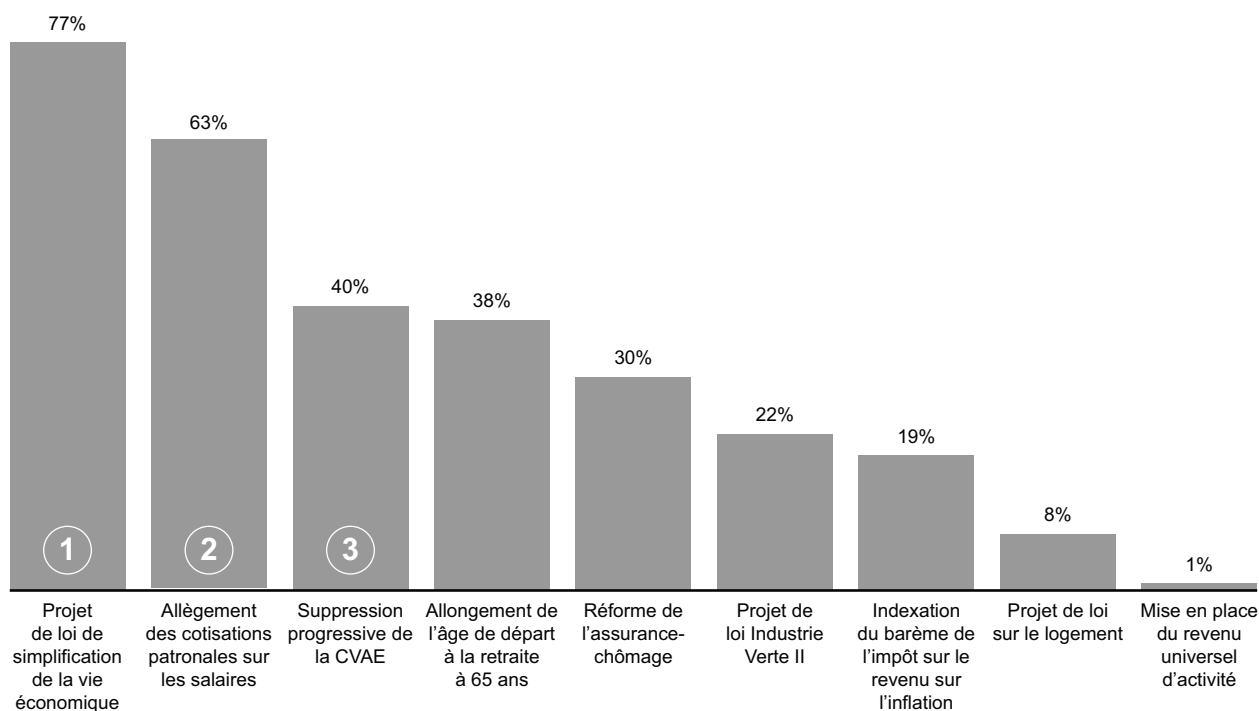
—Directeur régional, Chimie / Parachimie

Faisant écho à ces priorités, ce sont le **projet de loi de simplification de la vie économique, l’allègement des cotisations patronales sur les salaires, et la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** qui sont le plus plébiscitées par les répondants parmi les réformes déjà annoncées par les précédents gouvernements.

Néanmoins, **75% d’entre eux émettent des réserves face à la capacité du gouvernement actuel à mettre en œuvre ces réformes d’ici les prochaines élections présidentielles**, chiffre en nette augmentation par rapport aux 28% de 2023. En effet, la plupart des réformes attendues par les investisseurs vont dans le sens d’un allègement des charges des entreprises, alors même que ces derniers s’attendent plutôt à une **hausse des taxes et des charges** pour combler le déficit public. Certains répondants indiquent aussi se montrer plus dubitatifs du fait du **report répété de certaines mesures**, à l’instar de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. Enfin, **c’est l’instabilité politique qui préoccupe** plus généralement : depuis la dissolution de l’Assemblée nationale en juin dernier, les gouvernements successifs ont fait face à une opposition forte, ce qui mène parfois à un blocage des débats et rend les compromis plus difficiles.

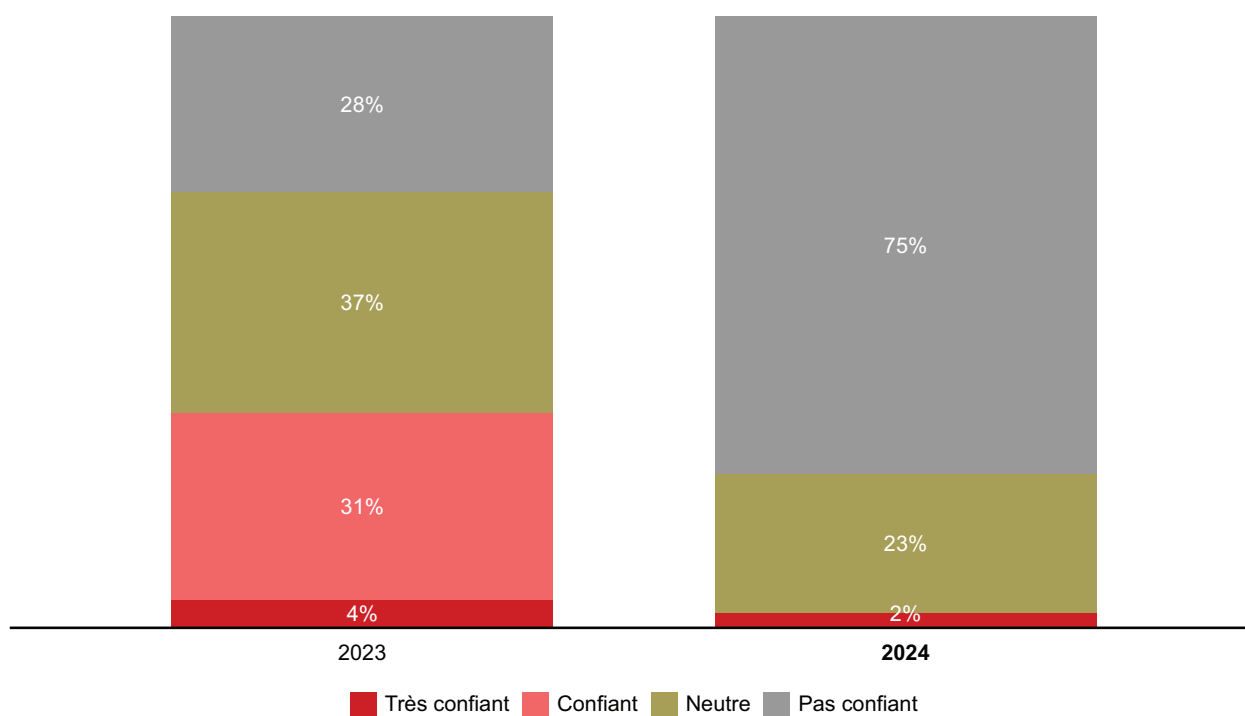
25^{ème} édition du Baromètre AmCham-Bain

Graphique 17 : Selon vous, quelles réformes déjà annoncées devraient rester à l'agenda du prochain gouvernement pour accroître l'attractivité de la France ?



Source: Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Graphique 18 : Quel est votre sentiment sur sa capacité à les mettre en œuvre d'ici les prochaines élections présidentielles ?





La situation budgétaire en France

Au cours des dernières années, les finances publiques de la France se sont considérablement dégradées : **en 2024, le déficit du pays aurait atteint 6,1% du produit intérieur brut (PIB)**, en hausse par rapport aux 5,5% de 2023 et aux 4,8% de 2022. Si cette situation n'est pas nouvelle, puisque la dette progresse en valeur de manière continue depuis des dizaines d'années, elle a suscité des **inquiétudes particulières dans le contexte d'instabilité politique des derniers mois**.

En effet, **la démission du gouvernement de Michel Barnier**, consécutive à une motion de censure votée le 4 décembre 2024, **a empêché l'adoption de la loi de finances pour 2025**. Pour pallier cette absence, **une loi spéciale a été promulguée le 18 décembre 2024**, permettant à l'État de percevoir les impôts nécessaires au fonctionnement des services publics en attendant l'adoption d'un nouveau budget. Il faut noter que **c'est la première fois depuis 1979 qu'une telle mesure est mise en œuvre**. Parallèlement, **l'agence de notation Moody's a abaissé la note de la France**, invoquant une détérioration des perspectives économiques et une instabilité politique croissante.

Le nouveau **gouvernement Bayrou**, nommé fin décembre 2024, a fait **adopter la loi de finances 2025 le 5 février** dernier grâce à l'utilisation de l'article 49.3 de la Constitution. Ce nouveau budget prévoit notamment **une contribution exceptionnelle sur les bénéficiaires des grandes entreprises** visant environ 440 groupes dont le chiffre d'affaires dépasse un milliard d'euros.

Situation politique américaine

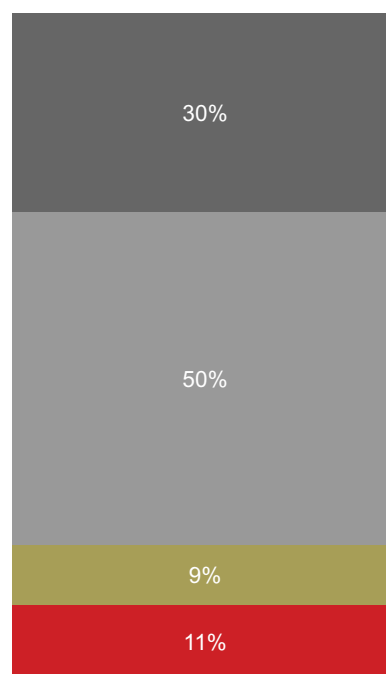
La moitié des répondants estiment que le retour de Donald Trump à la présidence américaine aura un impact négatif sur les relations transatlantiques

Outre-Atlantique, **les décisions prises dans le cadre du retour de Donald Trump à la présidence** pourraient aussi avoir un impact sur les investissements américains réalisés en France dans les prochaines années. **Pour la moitié des répondants, cet effet devrait être plutôt négatif**, bien qu'une part non négligeable (30%) préfère ne pas se prononcer sur les évolutions à venir. Les investisseurs sont notamment attentifs aux **conséquences potentielles du protectionnisme** assumé de la nouvelle administration, puisque le candidat gagnant avait annoncé avant même son investiture une hausse des droits de douane. Cette situation pourrait **nuire aux exportations européennes** et donc françaises, dans un contexte de concurrence exacerbée de la part de la Chine. Toujours dans une logique de **préserver les intérêts économiques du pays**, l'administration Trump pourrait engager **une réindustrialisation centrée sur les Etats-Unis**, qui **détournerait les investisseurs de leurs projets internationaux**.

« Avec le slogan « Make America Great Again », Trump semble vouloir engager une **réindustrialisation centrée sur les Etats-Unis plutôt que sur le développement des investissements internationaux.** »

—Vice-Président de la Région Ouest Méditerranée, Chimie / Parachimie

Graphique 19 : Selon vous, quel impact aura la réélection de Donald Trump sur les relations transatlantiques, en particulier sur le plan économique ?



2024



Source: Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Transition écologique

La perception des efforts de l'Etat pour la transition écologique se dégrade encore cette année

Si **34% des investisseurs** continuent d'estimer que **les efforts du gouvernement en matière de transition écologique sont bénéfiques pour l'attractivité française**, ce chiffre est en **baisse de 13 points par rapport à 2023**. Cette diminution se reporte en partie sur **le taux d'insatisfaction**, qui a **augmenté de 6 points**.

Cette évolution révèle des **préoccupations** de la part des investisseurs, qui regrettent pour la plupart **la surréglementation** à laquelle sont soumises les entreprises en termes de RSE. Ce n'est cependant **pas une problématique exclusivement française, mais bien européenne**. Les investisseurs pointent du doigt **des directives trop complexes**, qui génèrent **des formalités administratives chronophages et coûteuses**, à l'instar de la CSRD⁵ et de la CS3D⁶. Selon eux, **l'Europe devrait se remettre en question pour conserver sa compétitivité**, notamment **face à une Amérique** qui pourrait abaisser les contraintes imposées aux entreprises en termes de décarbonation. Ils soulignent la **nécessité de donner le temps aux entreprises de s'adapter aux nouvelles normes**, en adoptant une approche davantage centrée sur la création de valeur dans les activités vertes plutôt qu'une approche normative, potentiellement soumise à sanctions.

Enfin, d'autres répondants déplorent **les partis pris technologiques de la planification écologique**, qui **favoriserait des méthodes de décarbonation plus coûteuses** et mettrait ainsi à mal les objectifs des entreprises. C'est le cas par exemple de la production d'hydrogène par

électrolyse de l'eau, mise en avant par l'Etat français au détriment de la production à partir d'hydrocarbures, alors même qu'elle engendre des coûts 3 à 4 fois supérieurs sans être pour autant moins polluante.

Néanmoins, certains investisseurs continuent de souligner **les atouts de la France dans la transition écologique**. Ils **apprécient particulièrement l'image que renvoie le pays**, soucieux de favoriser des approches respectueuses de l'environnement, dans un contexte où les consommateurs sont de plus en plus engagés. Les investisseurs considèrent également **l'accès à une électricité décarbonée, produite par le biais du nucléaire**, comme une grande force de la France.

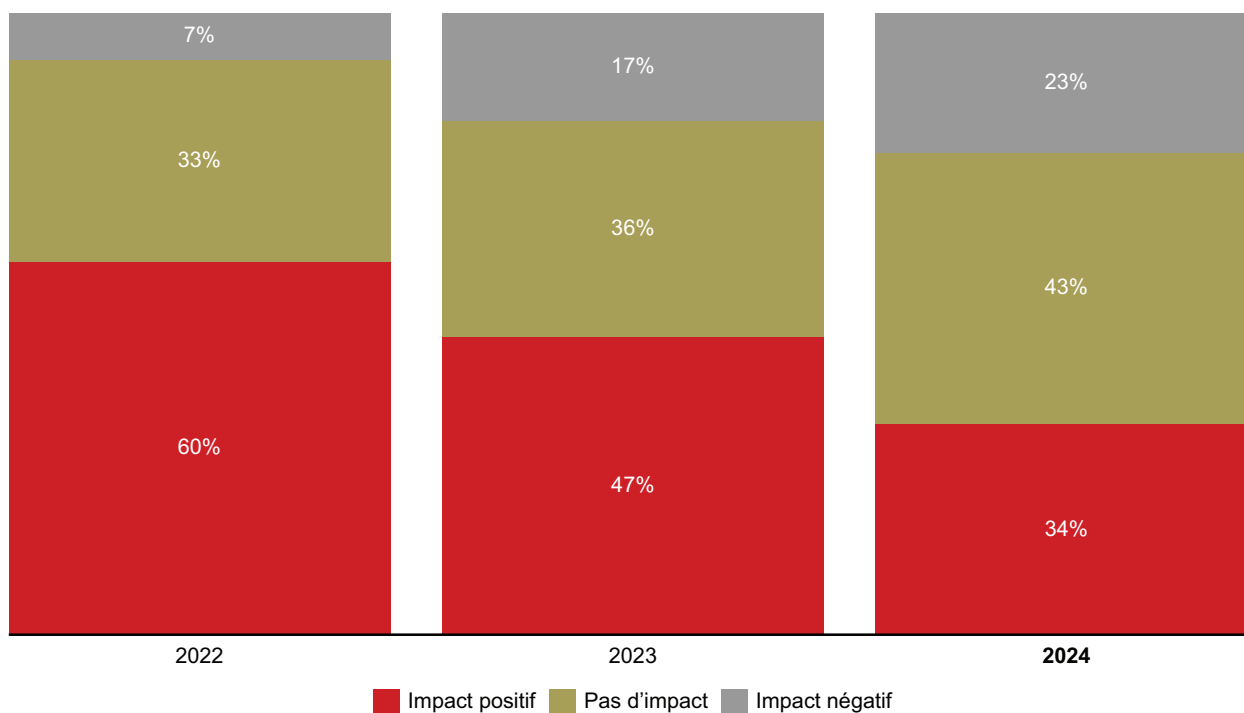
« **L'Europe et la France risquent de perdre en compétitivité** dans un contexte où les Etats-Unis pourraient alléger les contraintes environnementales imposées aux entreprises. C'est une bonne chose de fixer des **standards élevés**, mais **cela génère de la complexité et des coûts non négligeables** pour les investisseurs. »

—Responsable des affaires publiques,
Commerce / Distribution

⁵ La CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) est une directive européenne adoptée par le Parlement européen le 1^{er} janvier 2024, qui vise à renforcer les obligations de reporting des entreprises sur leurs impacts environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

⁶ La CS3D (Corporate Sustainability Due Diligence Directive) est une directive européenne adoptée par le Parlement européen en juillet 2024 qui impose à certaines grandes entreprises d'assurer une diligence sur leurs impacts environnementaux et sociaux.

Graphique 20 : Selon vous, les efforts de l'Etat en matière de transition écologique ont-ils un impact sur l'attractivité de la France ?



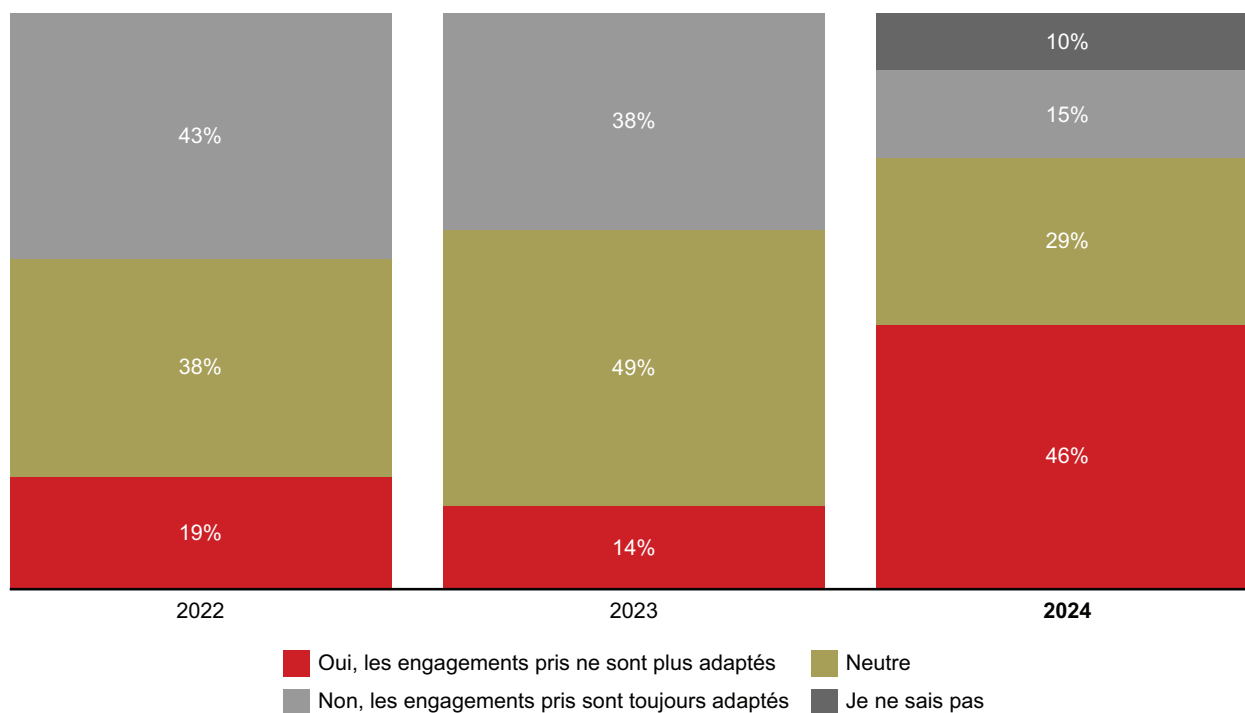
Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Près de la moitié des répondants relatent que leurs engagements sur le climat ne sont plus adaptés au contexte actuel

Le nombre de répondants estimant que leurs engagements en faveur du climat ne sont plus adaptés au contexte macroéconomique et géopolitique actuel a considérablement augmenté depuis l'année dernière (+32 points).

Cette évolution s'explique par **la frustration des investisseurs envers des réglementations européennes jugées trop contraignantes**, avec notamment en ligne de mire **l'entrée en vigueur de la CSRD - "Corporate Sustainability Reporting Directive" - courant 2024**. Cette nouvelle directive impose **de nouvelles obligations de reporting extra-financier** aux grandes entreprises sur le plan environnemental, social, et de gouvernance (ESG). Ces dernières doivent **évaluer leur performance sur une longue liste d'indicateurs très précis**, ce qui **crée selon les répondants de la bureaucratie et une perte de productivité**. **L'adoption de la CS3D - "Corporate Sustainability Due Diligence Directive" - par le Parlement européen à l'été 2024** a aussi fait l'objet de préoccupations, puisque cette nouvelle directive va jusqu'à engager la responsabilité des fournisseurs et des clients sur le respect des normes environnementales. Les investisseurs craignent ainsi pour **la pérennité de leurs relations avec certains fournisseurs**, trop petits pour se plier à ces nouvelles exigences.

Graphique 21 : Le contexte macroéconomique et géopolitique actuel remet-il en cause les engagements ambitieux des entreprises sur le climat ?



Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

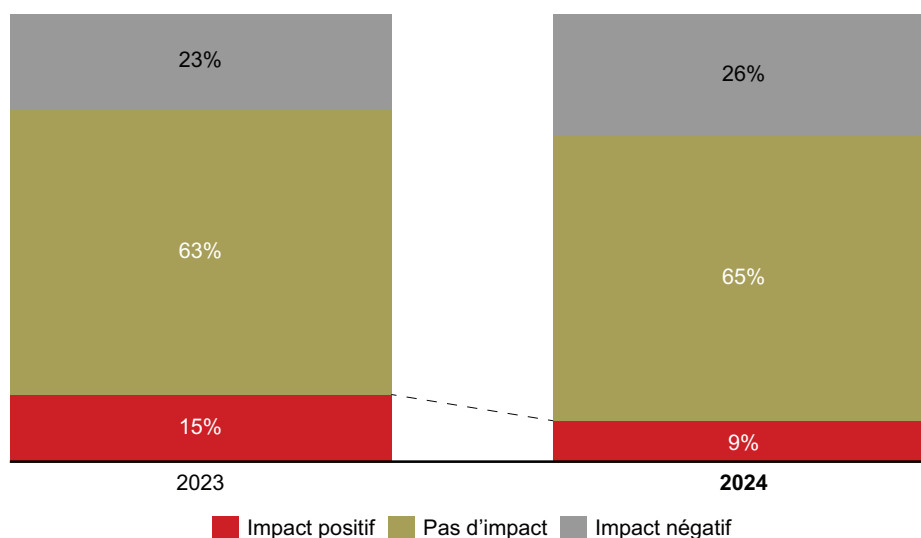
Turbulences mondiales

Les prix de l'énergie et le contexte macroéconomique ont eu un impact neutre sur l'investissement en France

Comme l'année dernière, **près de deux tiers des répondants** indiquent que les investissements de leur entreprise en France n'ont **pas été impactés par le prix de l'énergie**. Ils affirment en effet que **le pays reste compétitif** face à ses voisins européens grâce à sa production d'électricité tournée vers le nucléaire. Les initiatives de **bouclier tarifaire** mises en place par le gouvernement pour atténuer l'impact de la hausse des coûts de l'énergie ont également été très appréciées par les entreprises répondantes. Cependant, bien que la France reste compétitive à l'échelle européenne, elle doit toujours se méfier de **la concurrence des Etats-Unis et de la Chine** qui bénéficient de **prix énergétiques plus compétitifs** en raison de l'exploitation de gaz de schiste aux Etats-Unis d'une part, et des exportations russes en Chine d'autre part.

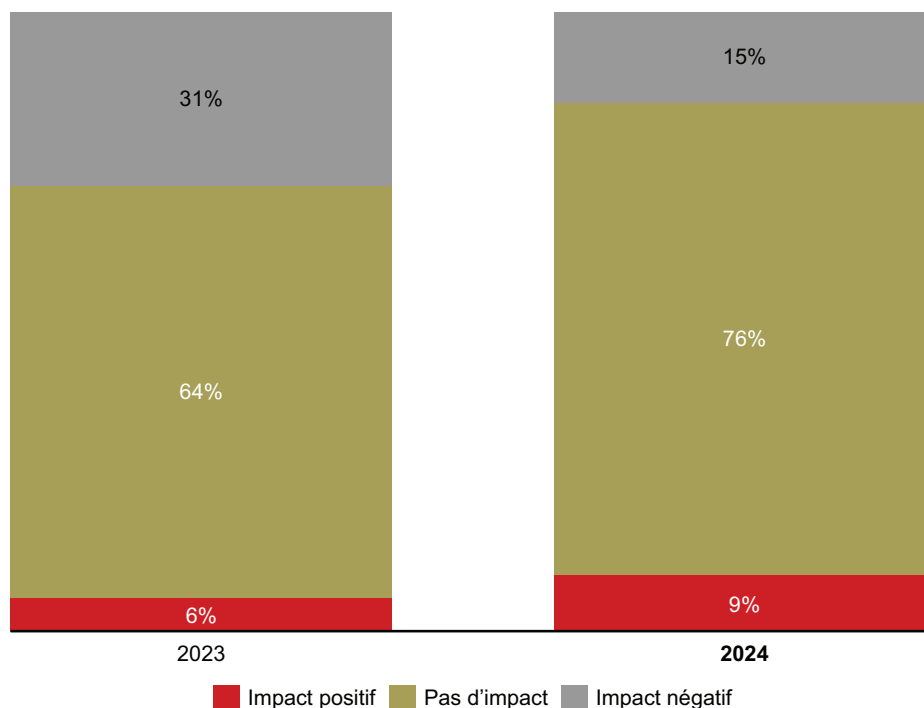
Par ailleurs, **les participants ont cette année une meilleure perception de l'impact du contexte macroéconomique sur leurs investissements : 76%** d'entre eux estiment qu'il a eu un **effet neutre, en hausse de 12 points** par rapport à 2023. Ils sont plusieurs à affirmer que **l'évolution des taux d'intérêt** n'a que peu d'impact sur **leurs investissements** car ces derniers sont **réalisés sur le long terme** – soit au moins 10 à 15 ans. D'autres expliquent que leurs **activités sont suffisamment diversifiées** pour se montrer résilientes face à la hausse des taux. Si la majorité des investisseurs sont neutres, nous notons également cette année une **hausse encourageante des répondants** qui estiment que l'évolution du contexte macroéconomique a eu un **impact positif sur leurs investissements**. En parallèle, la part des investisseurs qui juge qu'elle a un **impact négatif** est **en net recul**, passant de **31% en 2023 à seulement 15% cette année**. Cette évolution signale que les investisseurs ont su s'adapter au contexte, tandis que ce dernier a d'une part connu **quelques améliorations** dans les derniers mois avec la **stabilisation de l'inflation** et la **baisse progressive des taux d'intérêt**.

Graphique 22 : Selon vous, le prix de l'énergie en France (relativement aux autres pays d'Europe) a-t-il eu un impact sur les investissements de votre entreprise ?



Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Graphique 23 : Selon vous, l'évolution du contexte macroéconomique a-t-elle impacté vos investissements en France (relativement aux autres pays d'Europe) ?



Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Les conflits internationaux et les élections européennes n'ont pas non plus eu d'impact sur l'investissement

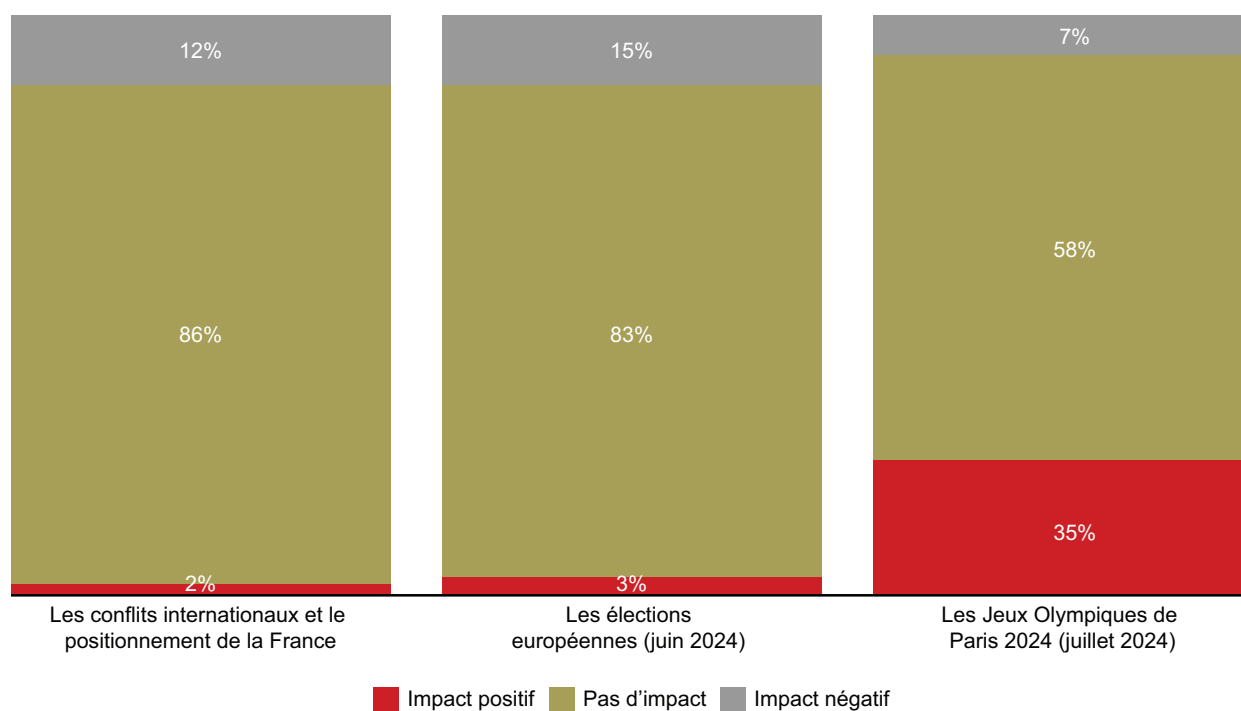
De façon similaire à l'année précédente, **les conflits internationaux et le positionnement de la France** dans ces derniers n'ont **pas eu d'impact sur les investissements pour plus de 85% des répondants**. Néanmoins, **une minorité** similaire à l'année passée pense que **les conflits ont eu un impact négatif**, notamment dans des secteurs tels que les transports et la logistique, l'agroalimentaire, et l'informatique.

Les répondants ont fait preuve de **la même neutralité** par rapport aux **élections européennes** de juin 2024. En effet, 83% des répondants considèrent qu'elles n'ont pas eu d'impact sur leurs investissements. Il faut cependant noter qu'**une minorité non négligeable** (15% des interrogés) considère que **les élections ont eu un impact négatif**, soit quasiment **le double de l'année dernière lorsqu'on leur demandait d'estimer l'impact potentiel des élections** avant leur tenue. Cette évolution est sans doute due à **l'importante montée de l'extrême droite**, événement que certains investisseurs n'ont pas dû anticiper.

Les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de 2024 ont eu un impact positif sur l'investissement pour plus d'un tiers des répondants

Si **les répondants se montrent majoritairement neutres sur l'impact des JOP 2024**, ils sont quand même **plus d'un tiers à être optimistes sur leurs retombées économiques**. Ce chiffre **surpasse leurs attentes initiales** puisqu'ils **étaient seulement 22% à prévoir des effets positifs l'année dernière**. Les secteurs principalement concernés incluent **le tourisme et les loisirs, les bâtiments et travaux publics**, ainsi que **la banque et l'assurance**.

Graphique 24 : Quel impact les conflits internationaux et le positionnement de la France, les élections européennes de juin 2024, et les Jeux Olympiques de Paris 2024 ont-ils eu sur les investissements réalisés par votre entreprise en France ?



Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain



Talents et innovation en France





Ecosystème d'innovation en France

La France dispose d'un riche écosystème d'innovation

Suivant la tendance des dernières années, la capacité d'innovation de la France reste un puissant levier d'attractivité. Ainsi, **76% des sondés ont une perception positive ou très positive de l'écosystème d'innovation du pays.**

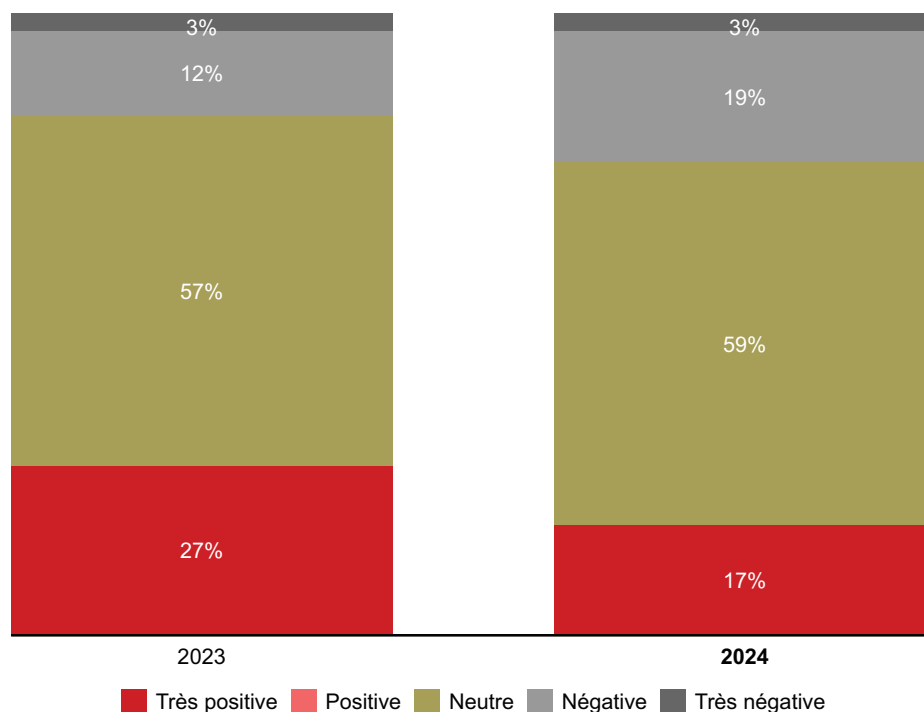
Les répondants insistent surtout sur la **qualification de la main d'œuvre** française, notamment des ingénieurs, avec **80% des répondants la voyant comme une force.** De plus, **les infrastructures technologiques** du pays sont **perçues comme un atout par près de la moitié des investisseurs interrogés.** Enfin, le **soutien de l'Etat** à la nouvelle économie est aussi mis en avant par les répondants, qui louent les dispositifs mis en place par le gouvernement pour encourager l'innovation, à l'instar de **France 2030**⁷ ou du **CIR**⁸.

En revanche, des axes d'améliorations ont aussi été pointés du doigt, à commencer par **la difficulté d'accès aux capitaux et aux financements.** Certains répondants regrettent le manque de financements publics dans le domaine de l'innovation, qui seraient même en baisse ces dernières années. D'autres déplorent la difficulté à lever des fonds dans le pays du fait de la moindre appétence pour le risque des investisseurs français comparé aux américains. Le **manque de souplesse du cadre et administratif** est également mentionné comme un frein au développement de la France dans le domaine de l'innovation. Les investisseurs décrivent notamment un cadre juridique et réglementaire très contraignant.

⁷ France 2030 est un plan stratégique d'investissement de 54 milliards d'euros lancé par le gouvernement français en 2021 qui vise à transformer les secteurs industriels et technologiques français.

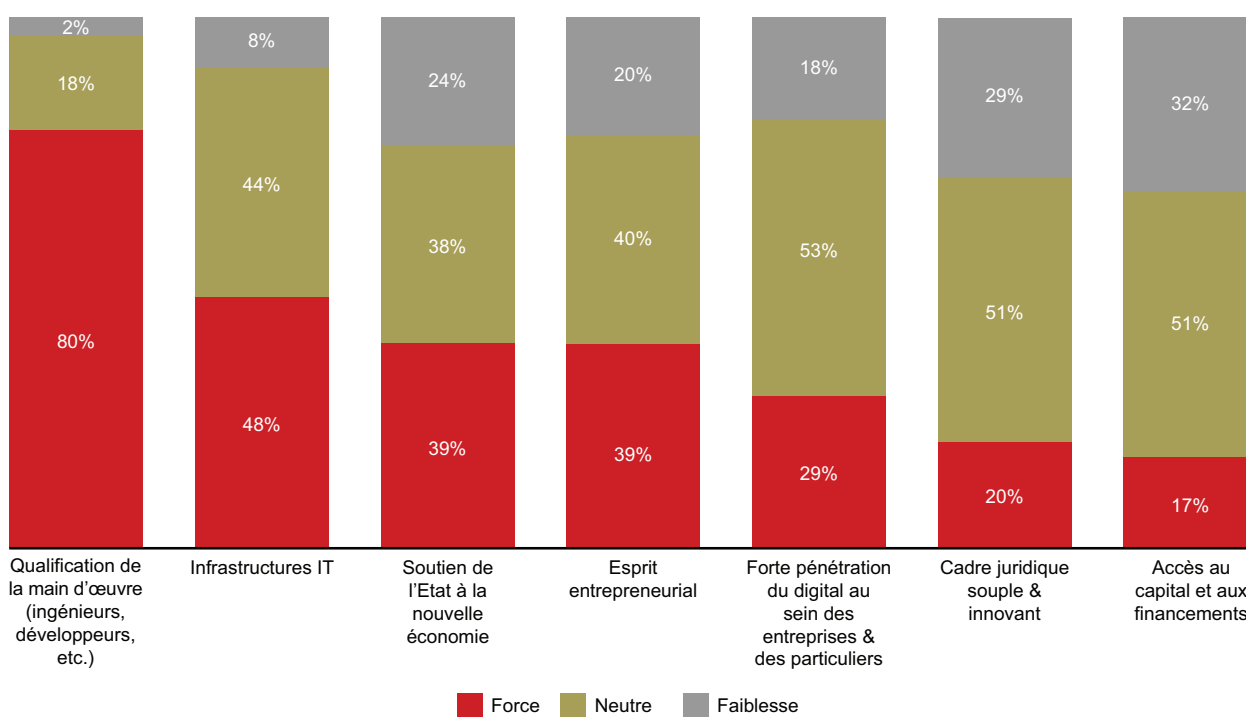
⁸ Le CIR (Crédit d'Impôt Recherche) est un dispositif fiscal dont la dernière version est entrée en vigueur en 2021 visant à encourager les entreprises françaises à investir dans la recherche et le développement en déduisant une partie de leurs dépenses de R&D de leur impôt sur les sociétés.

Graphique 25 : Quelle est votre perception générale de l'écosystème de l'innovation en France ?



Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Graphique 26 : Quelles sont les forces et les faiblesses de la France en matière d'innovation et de digital dans le cadre de vos investissements ?



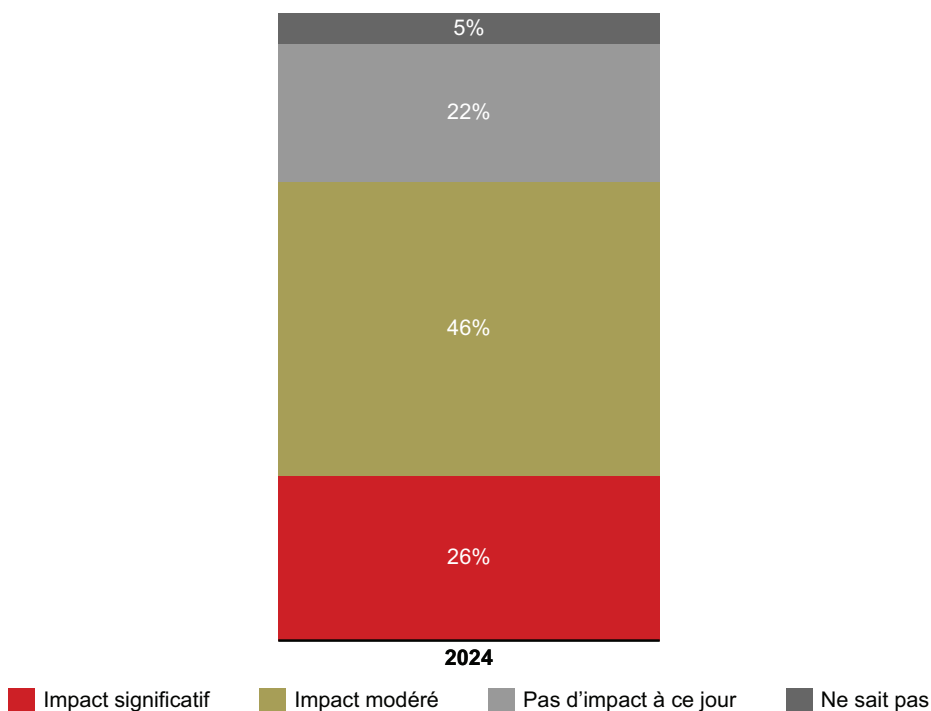
Note : Classement des forces et faiblesses = % Force
 Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Essor de l'Intelligence Artificielle en France

L'impact de l'Intelligence Artificielle (IA) sur les entreprises est déjà largement perceptible...

L'IA s'affirme aujourd'hui comme un levier essentiel de transformation et d'innovation au sein des entreprises : en 2024, **plus de 70% des répondants considèrent qu'elle a déjà un impact sur la performance de leur entreprise**. Cette perception illustre à la fois la maîtrise croissante des technologies liées à l'IA et leur intégration dans les pratiques professionnelles françaises.

Graphique 27 : L'essor de l'IA a-t-il déjà un impact sur la performance de votre entreprise ?



Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

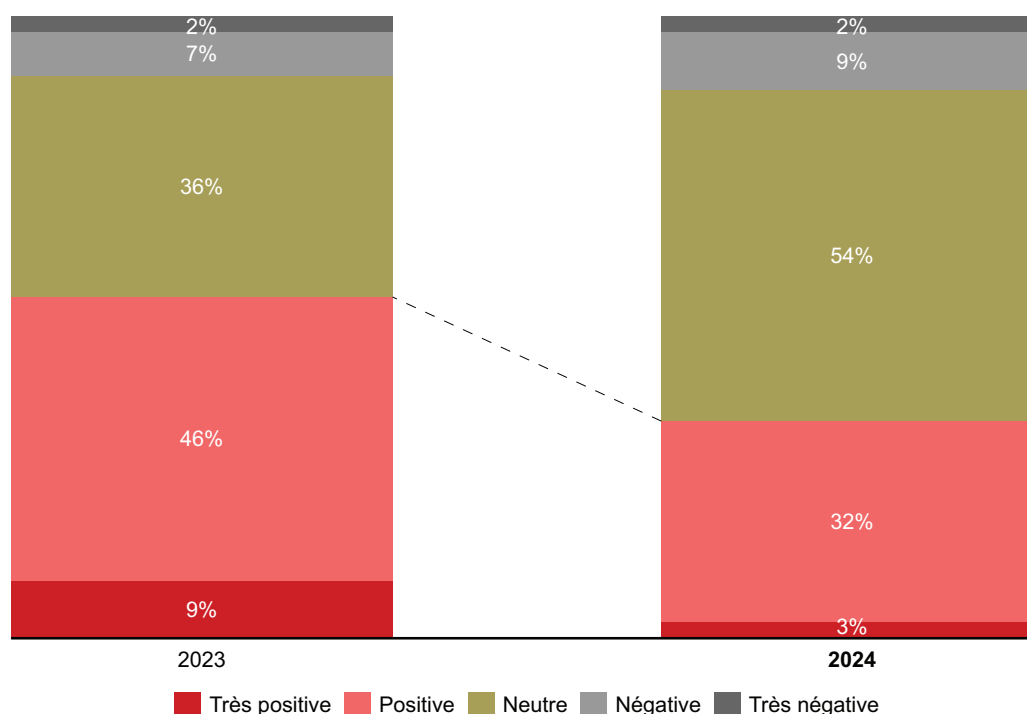
En outre, **plus du tiers des répondants (35%)** déclare avoir **une perception positive de la capacité du pays à les accompagner vers cette transformation** déjà en marche, que ce soit par le biais de financements, de formations, ou de réglementations. Si cette **part est en baisse par rapport à 2023**, il faut noter que la diminution des avis positifs (-20 points) s'est largement répercutée sur les avis neutres (+18 points).

Ainsi, plusieurs investisseurs voient l'IA comme un des « secteurs de pointe » du pays, qui dispose selon eux d'une **stratégie publique clairement définie** et de **compétences au service de l'innovation**. D'autres, en revanche, regrettent **le manque de souplesse du cadre réglementaire** ou s'inquiètent du **peu de financements**, rappelant qu'un ralentissement économique pourrait mettre à mal les efforts du pays pour développer cette technologie.

« La France dispose d'un **écosystème de compétences, de start-up** et d'une **stratégie publique claire sur les sujets IA**, mais la massification des **financements reste un enjeu.** »

—Directeur des affaires publiques, Commerce / Distribution

Graphique 28 : Quel est votre sentiment par rapport à la capacité de la France à accompagner les entreprises dans cette transformation vers l'IA ?



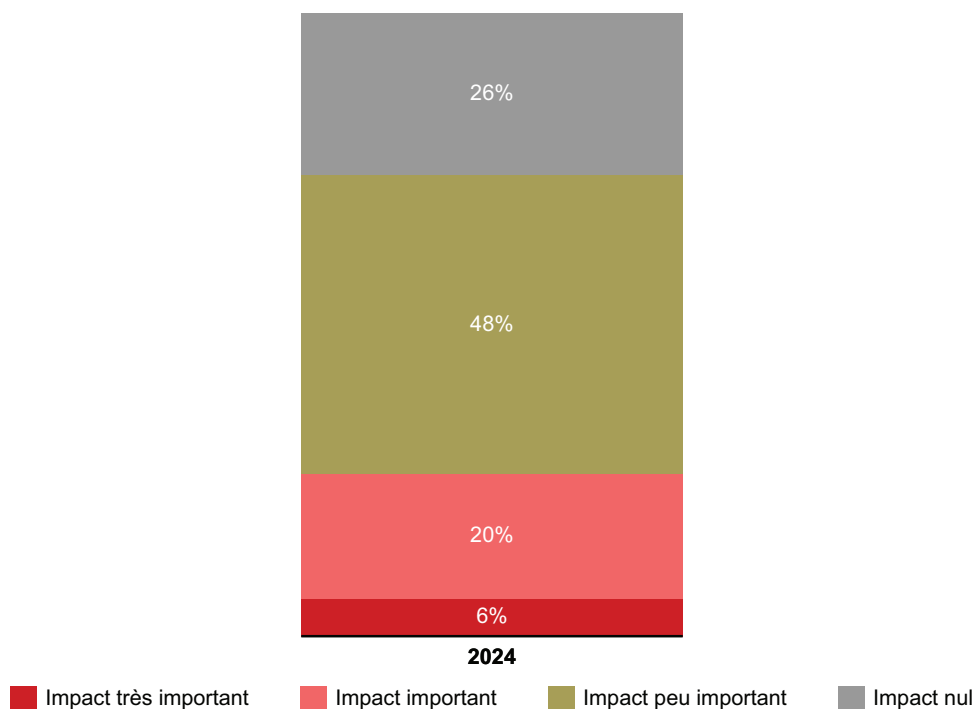
Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

...mais son impact sur l'emploi reste faible

Malgré son essor rapide, **l'IA n'a pour l'instant qu'un faible impact sur le nombre d'emplois** proposés par les entreprises américaines en France. En effet, **plus de 70% des répondants** déclarent que l'IA a un **impact peu important voire nul** sur l'emploi, en ligne avec les 67% de l'an dernier. Si les répondants relatent que l'IA permet d'automatiser un grand nombre de tâches, améliorant ainsi la productivité des collaborateurs, elle ne devrait toutefois pas mener à une diminution du nombre d'emplois puisque **les décisions humaines restent capitales**. La plupart des investisseurs soulignent aussi que le temps gagné grâce à cette technologie leur permettra de **réorienter les tâches des collaborateurs vers des activités à plus forte valeur ajoutée**.

Les répondants invitent également les **pouvoirs publics à continuer leurs efforts pour développer les talents de demain** dans le domaine de l'IA par le biais de **formations prenant en compte les besoins des entreprises**. Si la France est considérée comme innovante à ce sujet, certains investisseurs mettent en garde contre la **concurrence grandissante de la Silicon Valley** qui débauche chaque année des ingénieurs français.

Graphique 29 : Comment estimez-vous l'impact de l'essor de l'IA sur le nombre d'emplois de votre entreprise en France ?

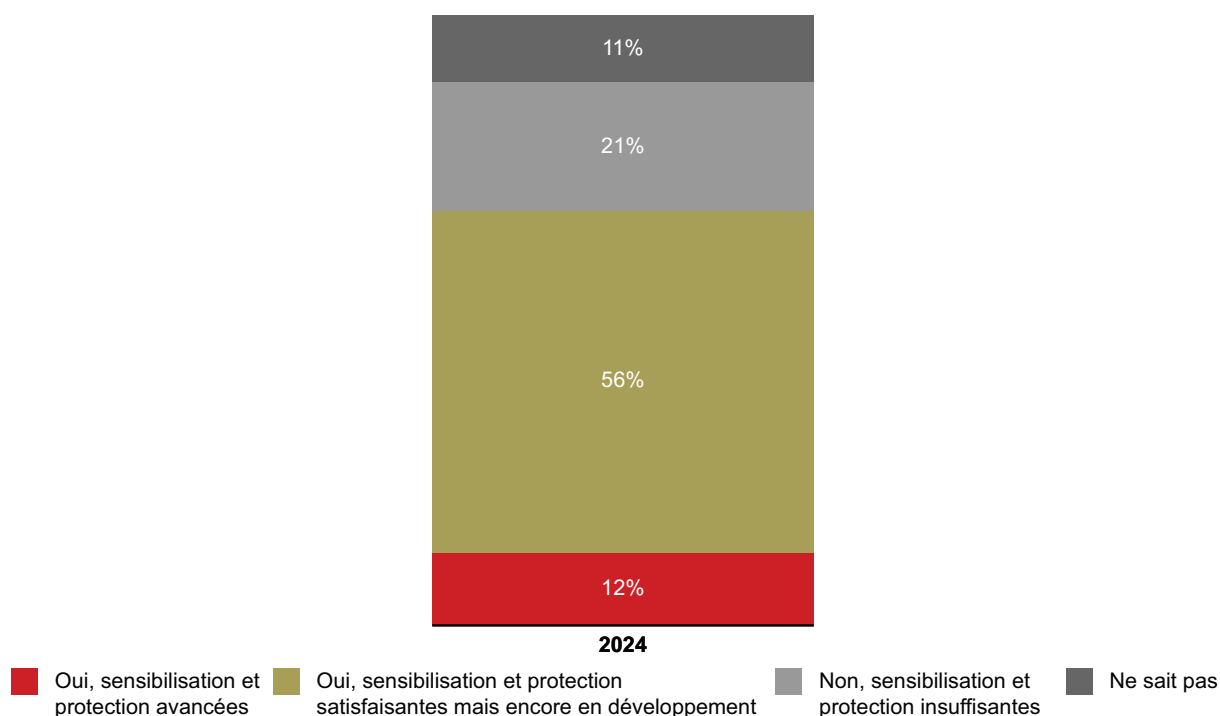


Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

La majorité des répondants estiment que la France est assez protégée contre les menaces liées à la cybersécurité

Près de 70% des répondants estiment que la France a mis en place un **système de prévention et de protection informatique suffisant**, ce qui traduit une confiance en la capacité du pays à maintenir la sûreté numérique de ses investisseurs. Il faut néanmoins souligner que la majorité des répondants indiquent que **les normes de protection sont « encore en développement »** : ils invitent ainsi le pays à **standardiser les exigences** en la matière, même s'ils jugent que cette problématique devrait plutôt être **traitée à l'échelle européenne**.

Graphique 30 : L'environnement économique français vous semble-t-il suffisamment sensibilisé et protégé contre les menaces liées à cybersécurité ?



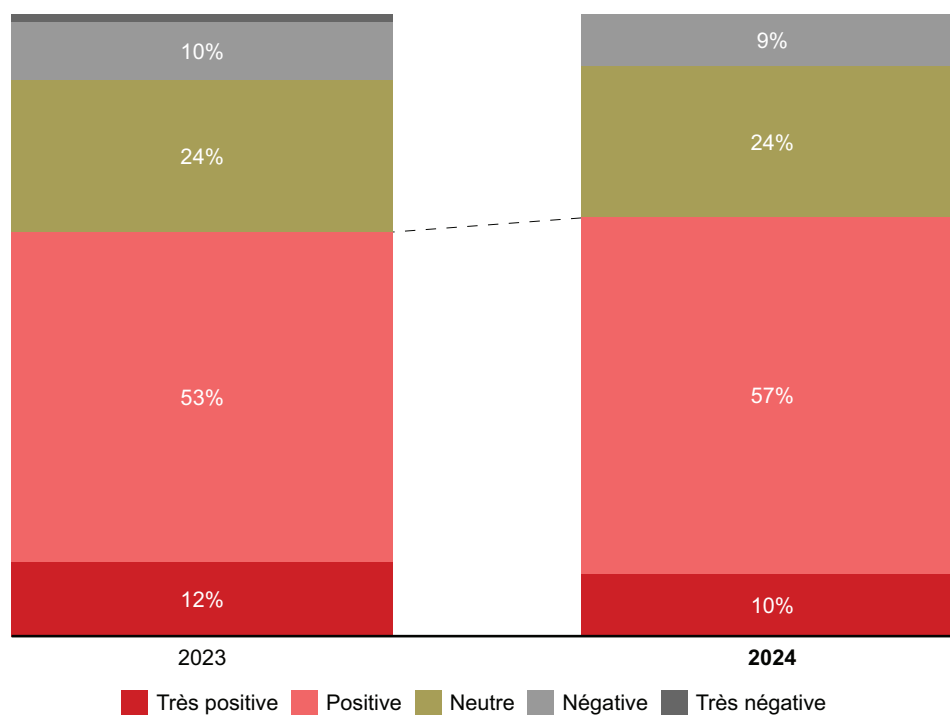
Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Pool de talents et système de formation en France

Le système de formation professionnelle reste un atout majeur du pays

La perception du système de formation professionnelle français reste positive et en légère amélioration cette année, avec 67% d'avis en ce sens. Cette évolution souligne l'efficacité des dispositifs de formation et l'adaptation des diplômes techniques aux besoins des industriels. Les répondants louent également les efforts du gouvernement pour promouvoir la formation continue, dans le cadre notamment de changements de carrière. Des dispositifs tels que le Compte Personnel de Formation sont particulièrement appréciés. Les mesures prises sous le premier mandat du Président Macron pour associer les entreprises à la formation des jeunes en démocratisant l'apprentissage ont aussi été accueillies positivement par les investisseurs, qui en souhaitent la poursuite dans les prochaines années.

Graphique 31 : Quelle impression avez-vous du système de formation professionnelle en France ?



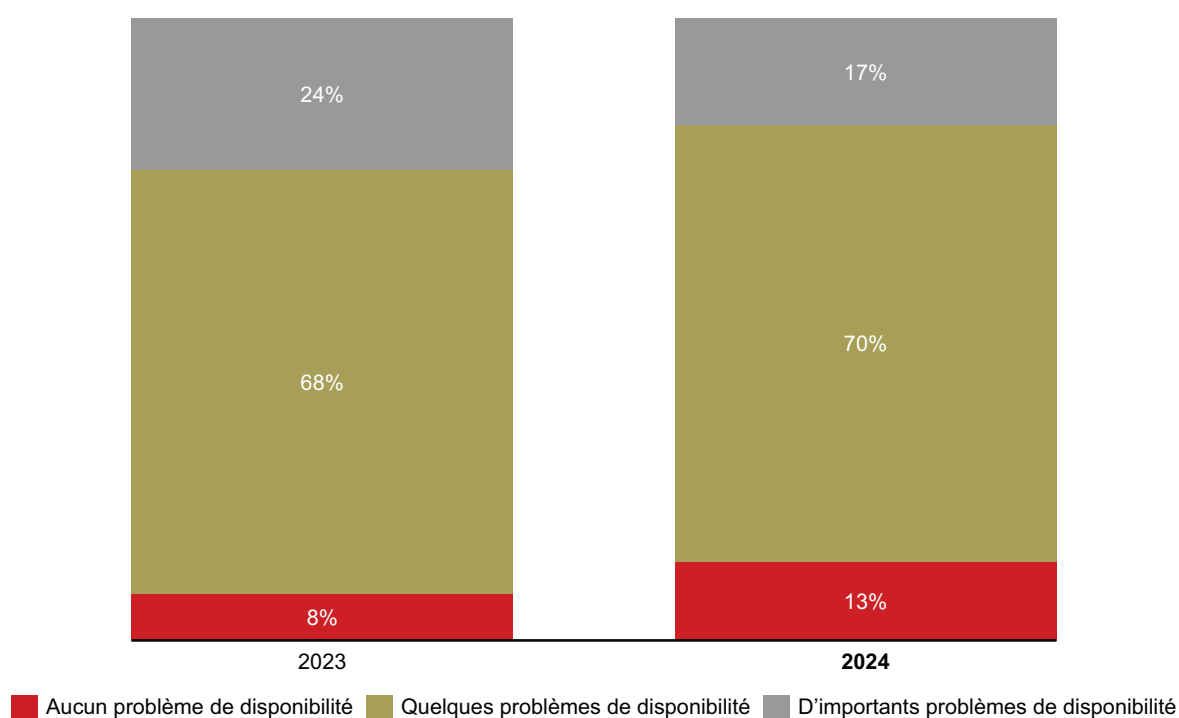
Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

La disponibilité de la main-d'œuvre reste un défi, comme ailleurs en Europe

La perception de **la disponibilité de la main-d'œuvre en France s'améliore** (+5 points par rapport à 2023), bien que **le niveau reste insuffisant pour répondre à tous les besoins économiques**. Cette pénurie fait partie d'un **problème structurel européen** selon les répondants. Elle est particulièrement prononcée pour **les métiers techniques** qui sont **peu attractifs pour les jeunes**, en raison notamment de la montée du digital. Ainsi, les entreprises peinent à recruter dans des secteurs comme le bâtiment ou la logistique, en particulier dans **les régions où le taux de chômage s'amenuise**. Les investisseurs pointent du doigt des incitations au retour à l'emploi encore insuffisantes pour les travailleurs en situation de chômage, malgré les efforts du gouvernement. Dans certains secteurs, cette pénurie s'étend également aux **métiers qualifiés**, surtout lorsqu'ils nécessitent des compétences de niche. C'est le cas de la maintenance industrielle robotique ou encore des métiers de la transition écologique. A ce sujet, les investisseurs regrettent un **décalage entre les formations en place et leurs besoins**, bien qu'**ils reconnaissent avoir un rôle à jouer dans la requalification de leurs salariés**.

Pour résorber cette pénurie, les investisseurs souhaiteraient **collaborer plus étroitement avec les élus locaux afin de promouvoir les métiers peu attractifs** et démystifier certaines idées reçues. Ils mettent aussi en avant la nécessité de **continuer à associer les entreprises à la formation des jeunes**, notamment par le biais de l'apprentissage ou par des partenariats entre l'industrie et l'éducation nationale.

Graphique 32 : Quel est votre sentiment par rapport à la disponibilité de la main d'œuvre et des talents en France ?



Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

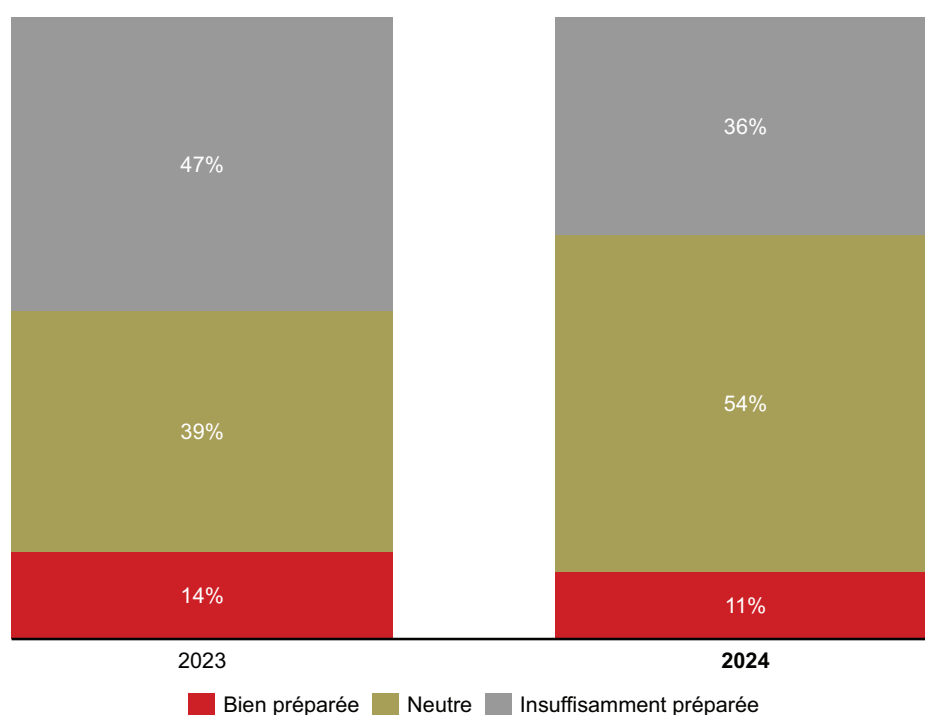
La perception de la préparation de la France aux métiers d'avenir reste insuffisante mais s'améliore par rapport à l'an dernier

Si le système de formation actuel est fortement plébiscité par la majorité des investisseurs américains, ils **sont plus d'un tiers à estimer que la France n'est pas suffisamment préparée aux enjeux des métiers d'avenir**. Mais bonne nouvelle : **ce chiffre est en baisse de 11 points par rapport à l'an dernier**, laissant place à une perception plus neutre de la part des investisseurs.

Plusieurs témoignages soulignent **le besoin d'une meilleure intégration des enjeux d'avenir dans les formations**, dont l'intelligence artificielle ou encore la transition énergétique. Les répondants souhaitent **une collaboration plus étroite entre les entreprises et les universités** pour donner une vision concrète du terrain aux jeunes diplômés et s'assurer que la recherche suive les besoins industriels. Ils sont en outre plusieurs à déplorer **la fuite des cerveaux vers l'étranger**, en particulier vers les Etats-Unis où les ingénieurs peuvent prétendre à des salaires plus élevés. Cette situation fait dire à certains que la France manque d'ingénieurs, entravant sa préparation aux métiers de demain.

Il faut cependant noter que **cette problématique n'est pas uniquement française, mais européenne**. Les répondants soulignent que les initiatives visant à sensibiliser les écoles et les entreprises aux défis futurs devraient être prioritairement **mises en œuvre à l'échelle européenne**.

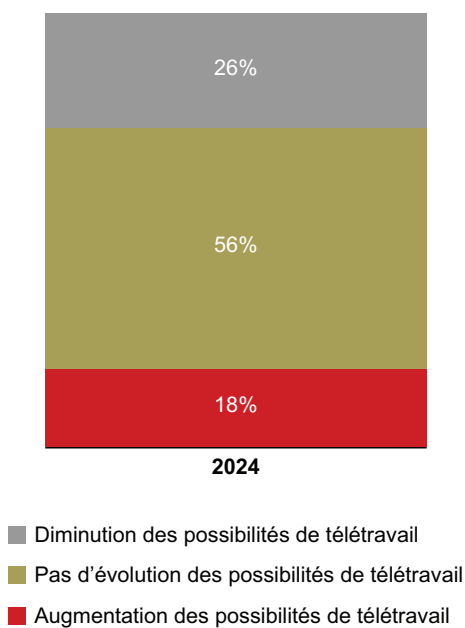
Graphique 33 : Selon vous, la France est-elle suffisamment préparée aux enjeux des métiers de demain ?



Le télétravail se stabilise au sein des entreprises américaines présentes en France

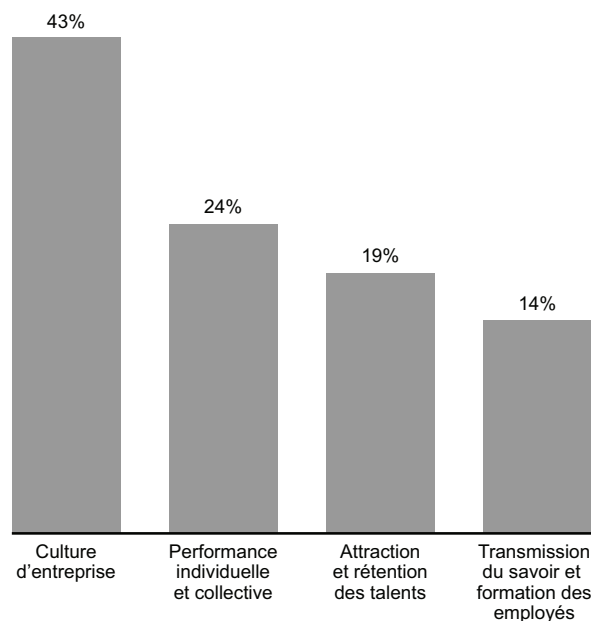
Les possibilités de télétravail proposées par les entreprises tendent à se stabiliser : les investisseurs sont **plus de la moitié à déclarer qu'elles n'ont pas évolué depuis l'année dernière**. Cette stagnation n'est pas surprenante car elle témoigne d'un progressif retour à la normal à la suite de la période Covid. Elle s'explique en outre, pour plus de 40% des répondants, par la nécessité de **préserver les cultures d'entreprise**, qui pourraient être mises à mal par le manque de lien social entre collaborateurs. Par ailleurs, l'accent mis sur **la performance individuelle et collective** incite les entreprises à privilégier la présence physique pour favoriser la **coordination et la supervision des équipes**.

Graphique 34 : Comment ont évolué les possibilités de télétravail proposées par votre entreprise par rapport à il y a un an ?



Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Graphique 35 : Pour quelle(s) raison(s) ?



Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Attractivité des régions françaises





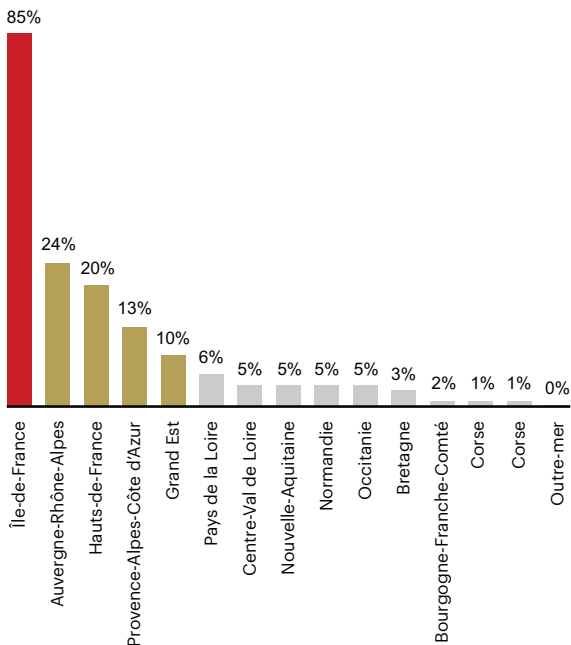
Attractivité des régions en France

Paris et sa région restent largement en tête en termes de nombre d'implantations

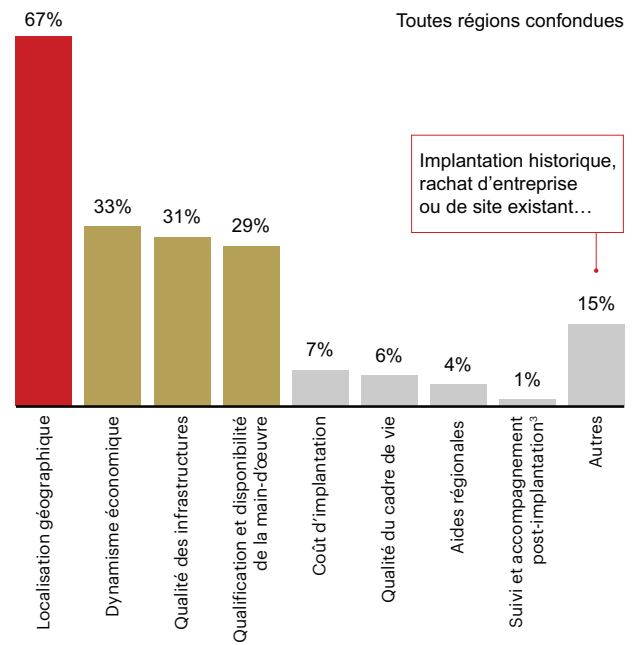
L'attrait de la France pour les investisseurs étrangers diffère d'une région à l'autre. Parmi celles-ci, **l'Île-de-France se distingue en consolidant sa position privilégiée**, puisque **85% des participants à l'enquête déclarent y avoir établi des activités**. La raison principale de cette attractivité est sa **localisation géographique privilégiée pour le commerce extérieur**, ainsi que le **dynamisme de son économie et la qualité de ses infrastructures**.

Les **régions Auvergne-Rhône-Alpes et Hauts-de-France** sont quant à elles reconnues pour leur **main d'œuvre qualifiée et disponible**, leur **dynamisme économique** – particulièrement pour la région Auvergne-Rhône-Alpes qui tire parti du rayonnement de la ville de Lyon – et pour la **qualité de leurs infrastructures** – principalement la région Hauts-de-France qui bénéficie notamment de son passé industriel.

Graphique 36 : Dans quelle(s) région(s) française(s) votre entreprise est-elle implantée ?



Graphique 37 : Pour vous implanter dans ces régions, quels ont été les (maximum) 3 facteurs les plus déterminants ?



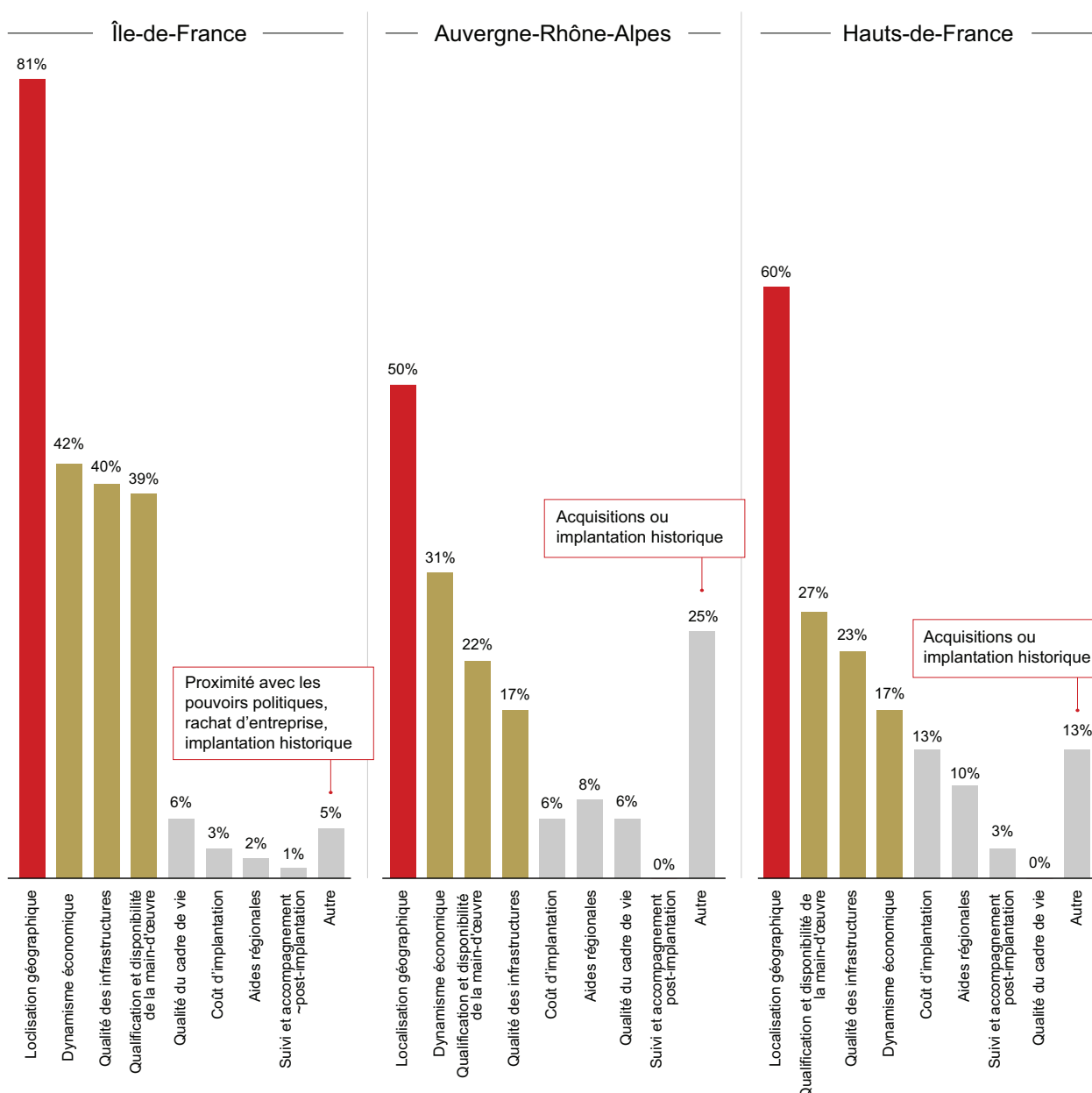
Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

25^{ème} édition du Baromètre AmCham-Bain

Plusieurs éléments jouent un rôle clé dans le choix d’une région pour l’implantation d’une entreprise. Parmi les principaux critères figurent **la localisation géographique, le dynamisme économique, la qualité des infrastructures**, ainsi que **la qualification et la disponibilité de la main-d’œuvre**.

Sur les cinq dernières années, **la localisation géographique** s’est imposée comme le facteur décisif, et elle le reste encore cette année, avec 67% des répondants la citant comme un critère clé. Le **dynamisme économique** conserve sa deuxième place, témoignant de l’importance de ce critère en cette **période macroéconomique perçue comme moins propice**. En outre, **la qualité des infrastructures supplante légèrement cette année la qualification et disponibilité de la main d’œuvre**, s’établissant en troisième critère clé.

Graphique 38 : Pour vous implanter dans ces régions, quels ont été les (maximum) 3 facteurs les plus déterminants ?



Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

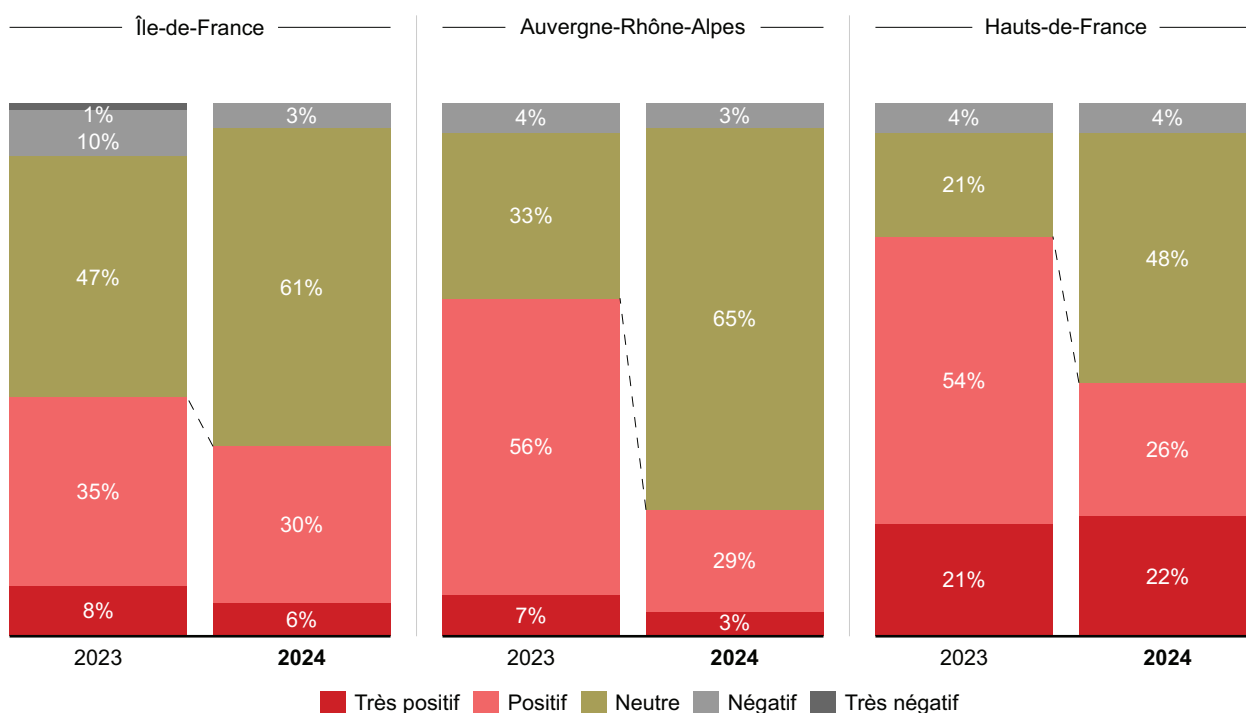
Politiques régionales

La satisfaction envers les politiques régionales est en baisse cette année, laissant place à une perception plus neutre

Le degré de satisfaction vis-à-vis des politiques et actions régionales en faveur de l'attractivité est **en baisse** dans les trois régions comptant le plus d'implantations américaines. Signe d'une **relative prudence des investisseurs plus que d'une insatisfaction, les avis positifs se sont mués en avis neutres** cette année. En **Île-de-France**, nous constatons ainsi une légère hausse des avis « neutres » (+14 points), tandis qu'ils ont davantage augmenté en **Auvergne-Rhône-Alpes** (+32 points) et dans les **Hauts-de-France** (+27 points).

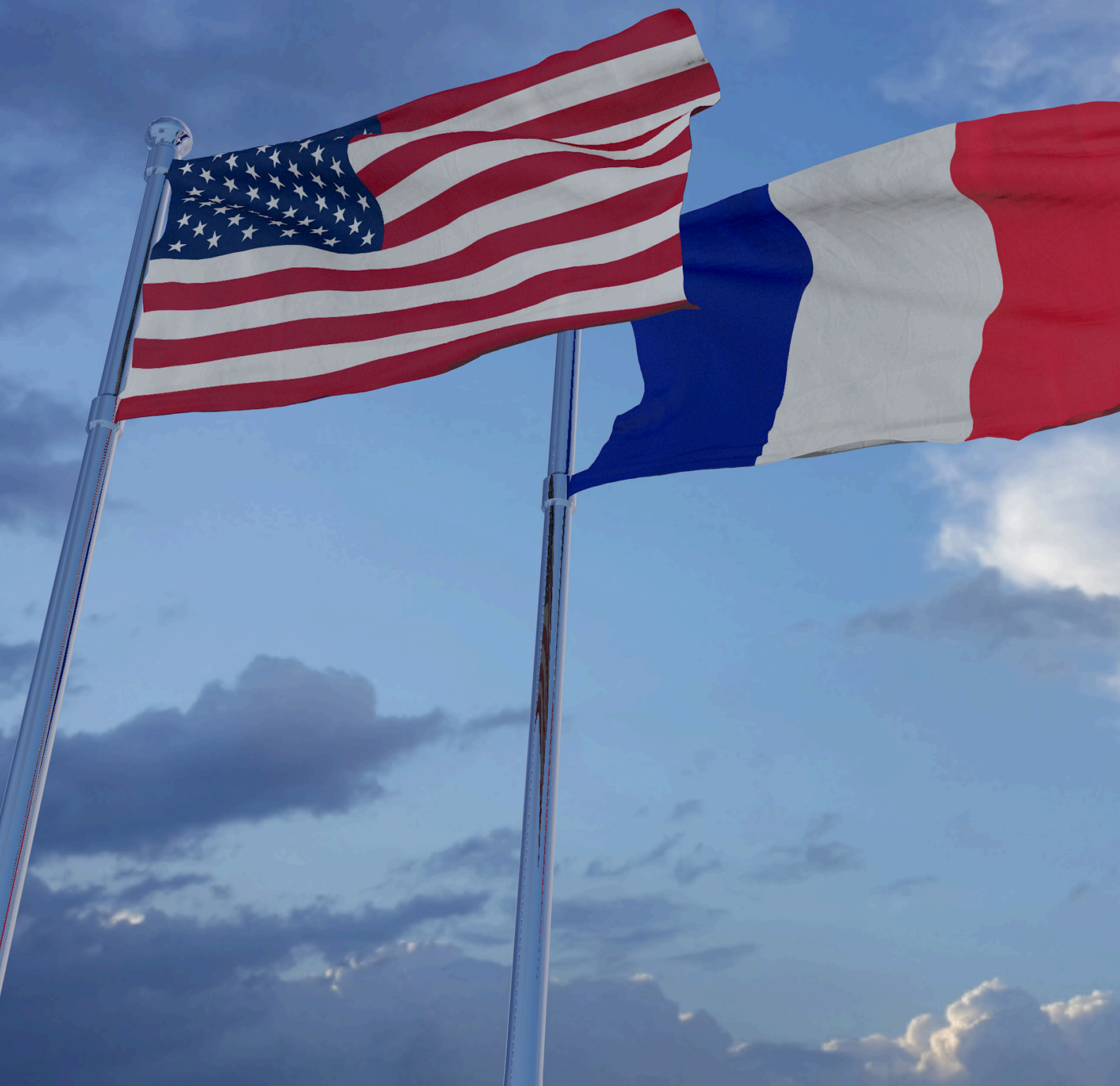
Cette évolution s'explique principalement par la **faible connaissance des politiques d'attractivité régionale** chez les investisseurs. En effet, certains expliquent être implantés dans une région par héritage (par exemple par le biais d'un rachat d'entreprise), mais **ne comptent pas étendre leur présence dans la région**, d'où leur manque de renseignement envers ses politiques d'attractivité. D'autres attribuent leur neutralité au fait qu'ils **ne discernent pas de différence significative entre les stratégies d'attractivité des différentes régions où ils sont présents**.

Graphique 39 : Êtes-vous satisfaits par la politique et les actions menées en matière d'attractivité par la région ?



Source : Baromètre AmCham-Bain, analyse Bain

Recommandations de l'AmCham France



Recommandations de l'AmCham France

1. Restaurer au plus vite la confiance auprès des acteurs économiques pour booster l'investissement

La confiance est et restera toujours un facteur essentiel pour sécuriser ou relancer l'investissement tout en assurant une croissance durable. Dans un contexte politique interne largement chahuté depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, il est urgent de mettre fin à l'incertitude en rétablissant un cadre politique et économique stable et prévisible permettant aux entreprises d'engager des ressources sur le long terme, sans craindre de potentiels revirements.

Recommandations :

Pour cela, l'AmCham appelle à :

- **Fixer un cap politique et économique clair** et **donner des gages concrets aux entreprises** en assurant la mise en œuvre des réformes engagées ou annoncées avant la dissolution de l'Assemblée nationale, notamment celle portant sur la simplification de la vie des entreprises.
- **Assurer une plus grande prévisibilité des politiques publiques**, notamment en matière fiscale et sociale, et **mettre en place une feuille de route budgétaire pluriannuelle compréhensible et transparente**, évitant des hausses d'impôts imprévisibles susceptibles d'entraver la rentabilité des projets.
- **Assurer une profonde exemplarité dans la gestion des finances publiques** avec l'instauration de garanties de transparence, de suivi, d'efficacité et de contrôle des dépenses.
- **Tenir les engagements en matière de fiscalité exceptionnelle et temporaire** prévue dans le Projet de Loi de Finances 2025, nécessitant une coordination entre les différentes parties prenantes, l'assurance d'un arrêt planifié et d'un retour à la norme fiscale.

2. Simplifier drastiquement les procédures administratives pour redonner de l'oxygène aux entreprises

Les lourdeurs administratives constituent un frein majeur pour la compétitivité de la France et de ses entreprises. Dans la continuité du *rapport Draghi*, une réduction significative de la complexité réglementaire paraît aujourd'hui incontournable pour libérer des ressources et permettre aux entreprises de se concentrer sur leur développement.

Recommandations :

En ce sens, l'AmCham invite les autorités publiques à :

- **Accélérer la simplification des démarches administratives** en supprimant les règles redondantes et en rendant les procédures plus fluides. Le modèle de « guichet unique » mis en place pour simplifier et centraliser les démarches des créateurs d'entreprise va dans le bon sens, tout comme la mise en place du « compte fiscal numérique » qui permet les déclarations fiscales et sociales en ligne. La création de solutions encore plus automatisées grâce à l'IA pourrait permettre d'améliorer encore davantage l'intégration des différentes démarches administratives dans un même portail.
- **Favoriser un dialogue renforcé entre le secteur public et le secteur privé** afin que les simplifications adoptées répondent aux besoins / attentes concrets des entreprises. Certaines instances, comme le *Conseil national du numérique* permettent déjà d'intégrer des retours tangibles. Au-delà de ces organismes, l'AmCham propose d'établir des plateformes de dialogue digitalisées en temps réel, permettant aux entreprises de faire part directement de leurs difficultés avec les réglementations et ainsi de les adapter, le cas échéant, avec réactivité et efficacité.
- **Assurer une meilleure coordination et une homogénéisation des règles au niveau européen** afin d'offrir un cadre unique, cohérent et prévisible aux investisseurs étrangers. L'UE a lancé plusieurs initiatives pour simplifier les démarches des entreprises, comme le One-Stop Shop (déclaration de la TVA dans tous les Etats). Le développement de nouveaux services communs numériques pour les entreprises pourrait faciliter leurs démarches tout en réduisant les éventuels freins à l'investissement transfrontalier.

3. Accélérer le déploiement de formations initiales et continues afin de pourvoir aux besoins de main-d'œuvre aujourd'hui et demain

L'adaptation des compétences aux besoins du marché français est un enjeu structurant pour renforcer la compétitivité du pays et répondre aux mutations économiques. Pour y parvenir, l'AmCham préconise une collaboration renforcée entre les employeurs, les autorités publiques et les acteurs académiques, tant au niveau local que national. Cette synergie contribuerait à assurer une meilleure adéquation entre les formations et les besoins des entreprises.

Recommandations :

L'AmCham invite les pouvoirs publics à :

- **Mieux cibler et faire évoluer les programmes et les offres de formation selon les besoins des entreprises**, en anticipant au maximum l'évolution des métiers. Pour ce faire, l'adaptation continue des cursus académiques et professionnels aux besoins des entreprises doit être renforcée, en particulier dans les secteurs technologiques et industriels. Encourager toujours plus l'alternance et les formations professionnalisantes dans les secteurs sous tension apparaît également nécessaire.

- **Encourager les partenariats entreprise-université afin de développer des programmes collaboratifs** intégrant les technologies de pointe afin de mieux former les jeunes générations et accompagner les forces vives vers les nouveaux défis que sont l'IA, la transition écologique, ou encore la cybersécurité.
- **Développer une offre plus attractive pour les talents étrangers** en valorisant mieux les atouts de nos territoires ou en simplifiant les démarches administratives (visa, fiscalité...) et l'installation (logement, écoles...).

4. Capitaliser sur notre compétitivité énergétique et accélérer la transition écologique pour en faire de véritables leviers de différenciation

La France possède des atouts énergétiques majeurs qui doivent être pleinement exploités afin de renforcer sa compétitivité industrielle, assurer sa souveraineté et accélérer une transition écologique créatrice de valeur. Elle a déjà posé des jalons solides pour conjuguer compétitivité et transition écologique. Toutefois, une optimisation des dispositifs existants et une plus grande prévisibilité des politiques publiques permettraient d'accélérer cette dynamique et de faire du pays un modèle de *leadership* économique durable à l'échelle européenne et mondiale.

Recommandations :

Pour poursuivre cet objectif, l'AmCham insiste sur l'importance de :

- **Garantir l'accès à une énergie décarbonée, abordable et compétitive** en stabilisant durablement les coûts pour les entreprises, grâce à une politique énergétique lisible, un mix équilibré entre nucléaire et renouvelables, et une limitation des fluctuations de prix. Sur ce point, la mise en place du dispositif *Arenh (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique)* va dans le bon sens, mais ses effets mériteraient d'être maximisés. Le développement de contrats d'achat longue durée pourrait par exemple donner aux entreprises une visibilité accrue sur leurs coûts énergétiques à venir et encourager l'investissement dans des infrastructures bas carbone.
- **Faciliter l'adaptation des entreprises aux exigences environnementales** en mettant en place une trajectoire progressive, pragmatique et prévisible, tout en allégeant les obligations de *reporting* ESG afin de libérer les capacités d'innovation et d'investissement. Certains dispositifs comme les *Certificats d'Économie d'Énergie (CEE)*, incitant les entreprises à mettre en place des actions d'efficacité énergétique, pourraient être plus largement déployés, tout comme, bien sûr, la simplification des démarches pour l'obtention de certaines subventions disponibles notamment au travers de *France 2030*.
- **Accélérer la transition écologique du tissu économique par un accompagnement renforcé des entreprises**, incluant des incitations financières attractives, des dispositifs de soutien adaptés aux PME/ETI et une valorisation des champions industriels engagés dans les secteurs stratégiques. Sur ce point, l'AmCham félicite le gouvernement pour son action au travers de *France 2030*, qui prévoit 54 milliards d'euros d'investissements dans des technologies vertes, l'hydrogène, le recyclage et la décarbonation industrielle, avec un accent mis sur certaines filières clés comme les batteries et l'énergie renouvelable.

5. Conforter la position de la France en tant que « hub » d'innovation en Europe pour faire face à la concurrence mondiale

Dans un contexte de transformation technologique et de compétition internationale accrue, la France doit s'affirmer comme un pôle incontournable d'innovation et de R&D en Europe.

Recommandations :

Pour cela, l'AmCham invite les autorités à agir sur plusieurs leviers afin d'encourager l'investissement et favoriser l'émergence de champions capables de rivaliser sur la scène mondiale :

- **Renforcer le financement et l'investissement dans l'innovation** en augmentant les fonds dédiés aux startups et aux scale-ups au travers d'acteurs tels que Bpifrance. Un accès facilité aux financements pour les entreprises évoluant dans des secteurs stratégiques comme la deep-tech, l'IA, la biotechnologie et les industries de pointe permettrait également de répondre plus rapidement aux enjeux de souveraineté du pays.
- **Créer des pôles d'innovation et des écosystèmes dynamiques** pour soutenir le développement de clusters technologiques comme *Station F*, *Sophia Antipolis* ou *Paris-Saclay*, tout en encourageant la collaboration public-privé en matière de R&D et en multipliant les incubateurs / accélérateurs spécialisés pour faire émerger des licornes européennes.
- **Œuvrer en faveur d'une stratégie européenne** permettant de renforcer **les alliances avec les autres hubs européens** et éviter une fragmentation du marché. Un accompagnement plus prononcé en faveur de l'exportation des innovations françaises, en aidant les startups à « s'internationaliser » serait également un levier de compétitivité précieux.

Méthodologie et profil des investisseurs américains interrogés

La première enquête sur le moral des investisseurs américains en France a été publiée par l'AmCham en 1995. Avec la collaboration de Bain & Company, le Baromètre est devenu un rendez-vous annuel dès 1999.

Le Baromètre AmCham-Bain, qui en est à sa 25^{ème} édition, répond à 3 objectifs :

- | **Mesurer d'une année sur l'autre le moral des investisseurs américains en France** et leur perception de l'environnement économique
- | **Comprendre les forces et faiblesses de la France** pour les investissements américains ainsi que les « stimulants » et « irritants » de la vie en France pour les salariés américains
- | **Recueillir l'opinion** des investisseurs américains **sur des sujets d'actualité en France**, dont la dissolution de l'Assemblée nationale et la démission du gouvernement Barnier, la transition écologique, et l'essor de l'Intelligence Artificielle

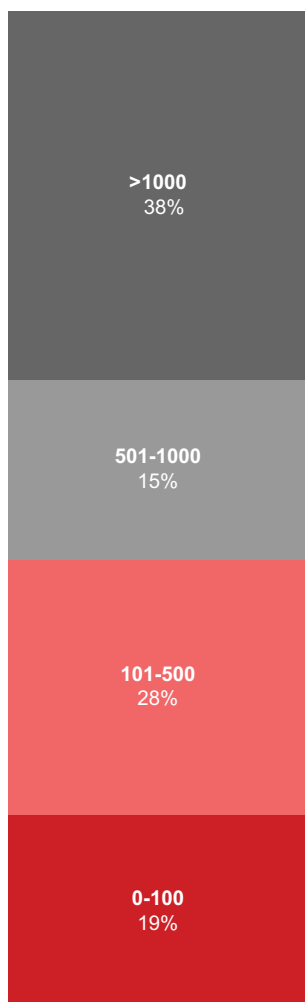
De décembre 2024 à mi-janvier 2025, un questionnaire a été partagé auprès des dirigeants de la plupart des filiales françaises de sociétés américaines. Nous avons recueilli **151 réponses** de sociétés représentant au total plus de **220 000 employés** en France et plus de **95 milliards d'euros** de chiffre d'affaires en France.

L'échantillon des entreprises répondantes est **équilibré** et **représentatif**, tant par la taille des entreprises que leur secteur d'activité et leur implantation géographique en Ile-de-France ou en région : il compte 38% d'entreprises de plus de 1 000 salariés en France, 43% d'entreprises entre 100 et 1 000 salariés et enfin 19% d'entreprises de moins de 100 salariés.

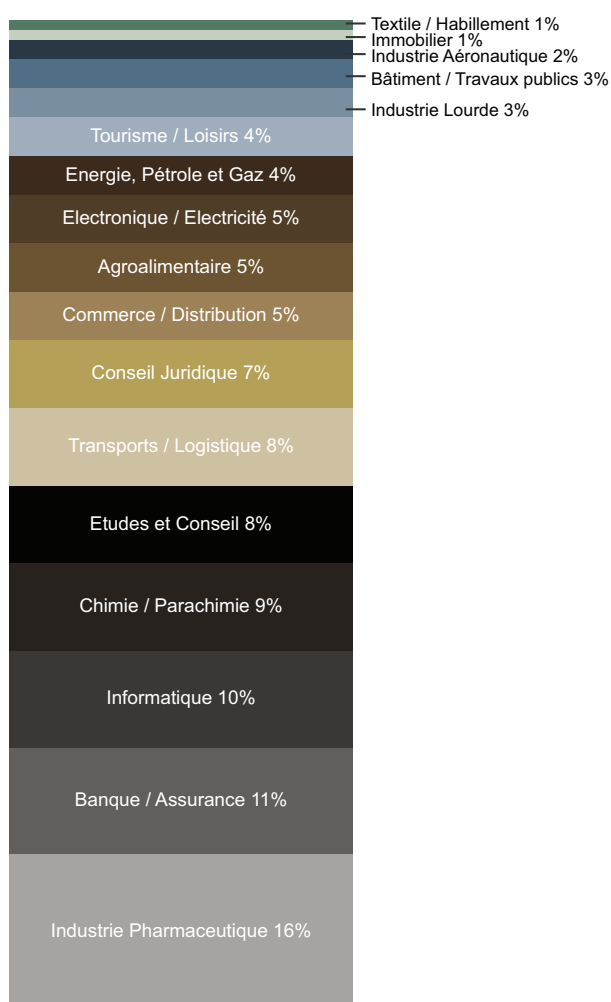
Le secteur le plus représenté est l'Industrie Pharmaceutique (16% des répondants), suivi de la Banque / Assurance (11%), de l'Informatique (10%), puis de la Chimie / Parachimie (9%). Les secteurs des Etudes et Conseil, du Transport / Logistique, du Conseil Juridique, de l'Agroalimentaire, du Commerce / Distribution, et de l'Electronique / Electricité représentent 37% de l'échantillon. Parmi les autres secteurs représentés, nous pouvons citer l'Energie Pétrole et Gaz, le Tourisme / Loisirs, L'Industrie Lourde, les Bâtiments / Travaux publics, l'Aéronautique, l'Immobilier, et le Textile / Habillement.

La typologie des répondants est indiquée dans le graphique ci-après. Elle comporte principalement des dirigeants : Présidents et Directeurs Généraux (29% de l'échantillon) ou d'autres Directeurs et Senior Exécutives (51%).

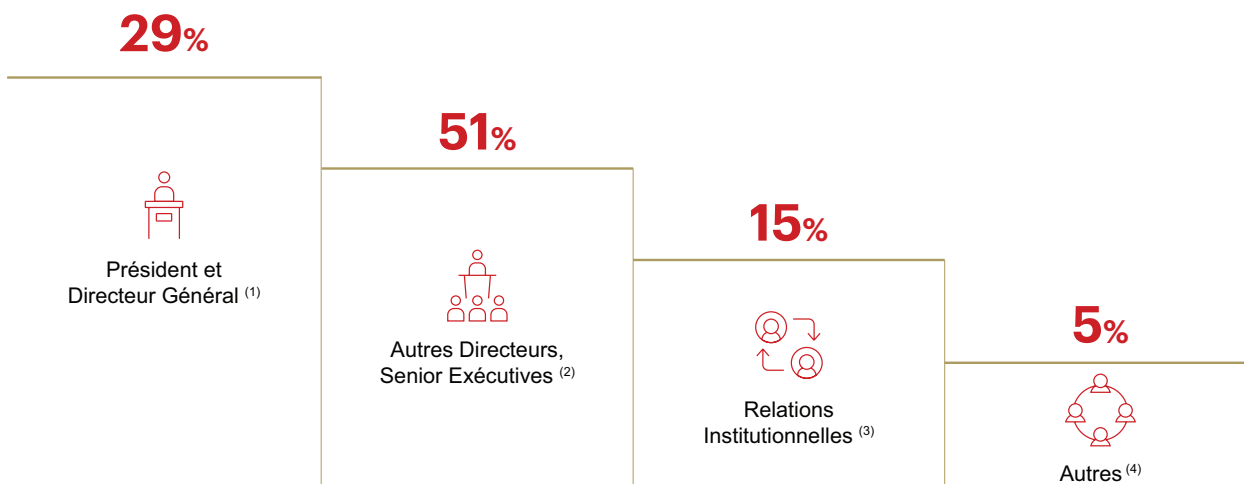
Graphique 40 : Segmentation de l'échantillon par nombre de collaborateurs en France



Graphique 41 : Segmentation de l'échantillon par secteur d'activité



Graphique 42 : Typologie des fonctions des répondants



Note : (1) Dont : Directeur Adjoint et Associé; (2) Dont : Directeur des Ressources Humaines, Directeur du développement commercial, Directeur Marketing, etc.; (3) Fonctions en lien avec les relations institutionnelles, les affaires publiques etc.; (4) Dont : Commercial, Senior Advisor, Security Manager etc.

A propos



À propos de l'AmCham en France

L'AmCham France a été fondée en 1894 pour promouvoir les échanges économiques entre la France et les États-Unis. En tant que plateforme de rencontre, de réflexion et d'échange, l'AmCham France agit comme un trait d'union entre les milieux politique, économique et académique.

Elle regroupe aujourd'hui plus de 200 entreprises françaises et américaines ainsi que de nombreux partenaires académiques et économiques des deux bords de l'Atlantique. Indépendante de tout gouvernement, et convaincue que les entreprises ont un rôle crucial à jouer pour faire émerger de nouvelles idées dans le débat public, elle est force de propositions pour répondre aux grands défis sociétaux et économiques.

À ce titre, l'AmCham France s'attache principalement à renforcer l'attractivité de la France. Elle œuvre ainsi auprès des décideurs publics pour développer et consolider un environnement français favorable aux entreprises étrangères, et notamment américaines, qui sont les premiers investisseurs et employeurs étrangers en France.



À propos de Bain & Company

Bain & Company est le cabinet de conseil international qui accompagne les dirigeants ambitieux pour transformer leurs entreprises en pionnières du monde de demain.

À travers 65 bureaux dans 40 pays, nous faisons équipe avec nos clients autour d'une ambition commune : atteindre des résultats exceptionnels qui leur permettent de dépasser la concurrence et de redéfinir leur secteur. En appui de nos expertises intégrées et personnalisées, nous proposons aux entreprises l'accès à un écosystème dynamique qui rassemble les acteurs du digital et de la technologie les plus innovants. Grâce à cette approche, les résultats obtenus par nos clients sont supérieurs, plus rapides et plus durables.

Depuis la fondation de Bain & Company en 1973, nous mesurons notre succès à l'aune de celui des entreprises qui nous font confiance : nous sommes fiers de bénéficier du taux de recommandation le plus élevé de notre secteur du conseil.

À travers notre engagement d'investir plus d'un milliard de dollars sur 10 ans dans des activités bénévoles, nous mobilisons nos talents, ressources et expertises auprès d'associations et organismes à but non lucratif pour répondre aux défis urgents qui s'imposent en matière d'éducation, d'équité raciale et sociale et de développement économique et environnemental.



AmCham France

77 rue de Miromesnil
75008 Paris, France
www.amchamfrance.org
+33 1 56 43 45 67



Bain & Company

25 avenue Kléber
75116 Paris, France
www.bain.com
+33 1 44 55 75 75